

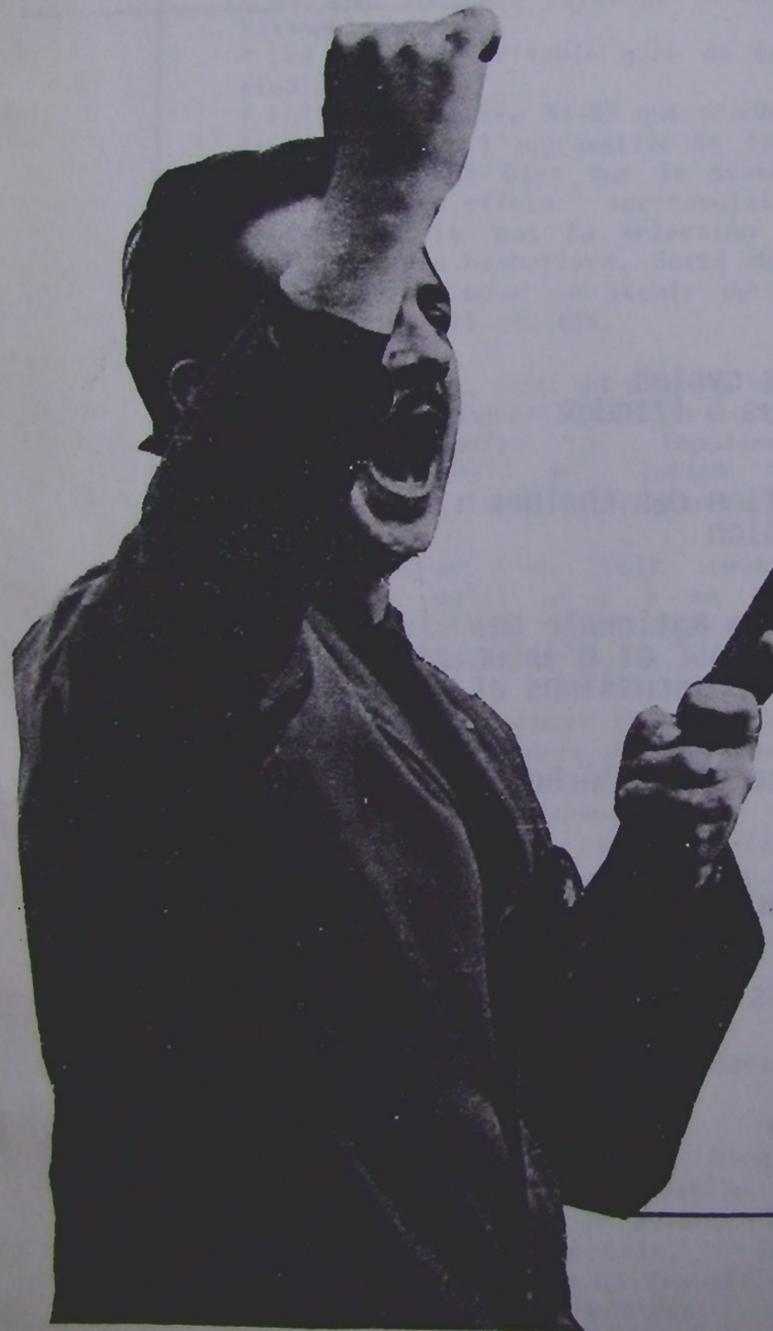


n°6

52, rue Edouard Pailleron
75019 PARIS
Tel : 42.45.84.84
Minitel : 36.15 UNEF

AGIR

Courrier des directions d'A.G.E.



les chaînes
d'inscription
DÉCIDÉS!

SOMMAIRE

AGIR

Directeur de publication :
Xavier Aknine

Coordination de rédaction :
Olivier Meier

Tirage : 1000 exemplaires
Prix du numéro : 5 Frs

- Page 3 : Edito
- Page 4 : Premiers cycles :
les bleus à l'index
- Page 6 : Préparation des chaînes :
l'explosion
- Page 7 : Conférence Nationale des
bureaux d'AGE et d'associations :
Rapports, discussions et résolutions
- Page 27 : Les raisons de l'échec
- Page 28 : Zéro :
un réseau pas très rose
- Page 30 : offensifs sur toute la ligne

La Conférence Nationale des bureaux d'AGE et d'Associations qui s'est tenue les 14 et 15 mai derniers à la Sorbonne a confirmé le redressement de notre organisation depuis le 72^{ème} Congrès. Un plus grand nombre de participants et d'AGE a permis un débat enrichissant, parfois vif et contradictoire.

A l'issue de cette réunion, nous sommes mieux en mesure de faire face aux trois problèmes qui nous sont posés en cette fin d'année :

* Aggravation de la politique universitaire en place. Même s'il n'y a pas à préjuger de l'action du nouveau gouvernement, rien ne nous indique dans ce domaine des modifications significatives : le bon cap, c'est donc toujours celui de la lutte et du rassemblement.

* Les examens, véritable gare de triage des étudiants.

* Enfin, la rentrée 88-89 qui s'annonce dans le droit fil de l'aggravation de la crise à l'université. Et bien que le système Ravel supprimera les effets spectaculaires, il n'en supprimera pas la sélection forcée, l'angoisse des bacheliers. Sorte de stage à grande échelle pour un avenir de précarité et d'instabilité sociale.

Contre cela, nous ne pouvons compter que sur nos adhérents, notre organisation et sa capacité à impulser notre orientation de luttes et de rassemblement. Trois faces d'une même figure.

A ce titre donc, on voit tout l'enjeu -formidable- qu'il y a à se doter dans chaque association, dans chaque AGE d'une organisation forte et stable.

Forte par le nombre des étudiants qu'on aura su convaincre de rejoindre l'UNEF. Forte aussi par le nombre d'anciens adhérents qui auront décidé de rester dans le syndicat : ils constituent un capital d'expérience, de savoirs faire qui nous fait souvent défaut. La remise des cartes revêt une importance centrale dans la reconstitution de notre orga.

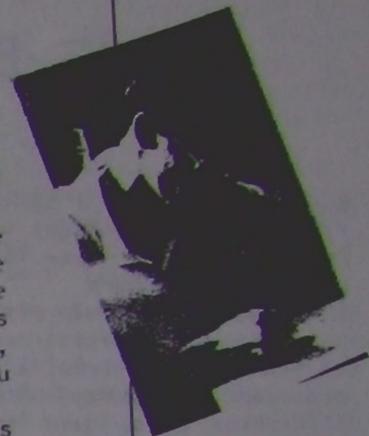
Stable enfin par une meilleure structuration de nos associations et de nos AGE.

Les progrès récents enregistrés montrent la voie. Il s'agit bien de porter plus l'effort sur la question de notre organisation, sans pour autant rien ôter à notre démarche fondamentale. Cela va demander de nous tous un travail précis, un souci des objectifs décidés, de la rigueur. Mais il en va de notre efficacité pour la prochaine rentrée.

Avant de terminer, je te souhaite plein de bonnes choses pour tes examens.

Marc Rossetti
Secrétaire général

E
D
I
T
O



PREMIERS CYCLES LES BLEUS A L'INDEX

par Fabienne Soulas

Dans les Conseils d'Administration, il est une question qui va beaucoup être discutée en cette fin d'année: il s'agit des "antennes délocalisées" et de la mise en place des Collèges Universitaires. Ces deux termes très à la mode, recouvrent aujourd'hui des réalités différentes mais, leur but commun est l'aggravation de la sélection. De plus, leur mise en place pose des problèmes de financement, notamment celui de la participation des Collectivités Territoriales.

Les antennes délocalisées:
De nombreuses Universités mettent en place, depuis plusieurs années déjà, des DEUG dans une ville proche (Rennes, Lille...) et pour la rentrée 88-89, les exemples se multiplient: Caen, Lille, Orléans (où les 2 projets ont finalement été abandonnés)...

Ces Deug voient leur mise en place s'effectuer dans deux conditions:

*c'est un DEUG qui déménage (ex-le DEUG de LEA de Lille III qui part à Roubaix à la rentrée prochaine).

*c'est l'ouverture de nouvelles capacités d'accueil (le DEUG continue à exister dans l'Université mère), ce qui est beaucoup plus rare.

Dans la plupart des cas, les locaux sont prêtés, ou donnés par la Municipalité d'accueil, les profs viennent de l'Université de rattachement ou sont des professionnels locaux.

Les conditions d'études ne sont pas idéales: les locaux sont souvent d'anciens entrepôts ou usines désaffectés donc peu adaptés à l'enseignement, bibliothèques non prévues ou insuffisantes, pas de Cité-U, pas de Resto-U etc...

En fait, il n'existe pas toutes les structures qui feraient des antennes délocalisées de vrais établissements d'Enseignement Supérieur.

De plus, des questions se posent: où iront les étudiants pour faire leur second cycle? Les seconds cycles seront ils, eux aussi, délocalisés? Les capacités d'accueil en Licence et en Maîtrise seront-elles augmentées?

A l'heure actuelle, nous avons peu d'éléments pour répondre à ces questions, il appartient donc à chaque Bureau d'AGE de veiller à ce que ces questions soient suivies par les élus et d'informer la Commission Formations de toutes les évolutions.

Les Collèges Universitaires:

Pour le moment nous n'avons pas d'exemple concret de Collège Universitaire voté par un C.A. d'Université. Ce dont nous disposons, ce sont les déclarations de Valade et de différents rapports. En particulier, le rapport Lessourne est très clair sur cette question.

Sous peine d'explosion, on veut accueillir les bacheliers dans ces Collèges Universitaires conçus comme une structure appropriée au tri entre "le certain nombre" de ceux qui selon Valade, se révéleraient "aptes" aux filières élitistes de l'après collège, et la masse des autres "professionnalisés" sans garantie de réelle qualification.

On parle d'accueillir les bacheliers mais pas de les former ou de leur donner une qualification. De plus, on doit constater que les solutions de Devaquet n'ont pas disparu. Certes, on ne parle plus de sélectionner à l'entrée à l'Université, on accueille les bacheliers, mais le tri des "aptes" à poursuivre leurs études n'est pas très loin de la sélection à l'entrée en second cycle.

Valade a dit sa volonté de voir se mettre en place les Collèges Universitaires dès la rentrée 88 et 150 Millions de Francs ont été débloqués à cet effet avant les élections présidentielles.

Il faut ajouter que le gouvernement vient d'annoncer qu'il n'y aurait pas de Collectif Budgétaire de voter en Juillet. Ce qui signifie que le Budget 88 de l'Enseignement Supérieur fait par Valade sera appliqué tel qu'il est....

Aggravation de la sélection:

On nous dit qu'il faudra tendre vers 10% d'étudiants pouvant bénéficier des bourses Erasmus, dont la formation serait acquise dans plusieurs pays. On peut alors penser que ces 10% sont en rapport avec "le certain nombre d'aptes aux filières élitistes d'après Collèges" puisque Valade parlait là aussi du taux de 10%.

Une fois les Collèges Universitaires mis en place, on peut se demander si les "antennes universitaires" ne seraient pas le lieu de "professionnalisation" des "inaptes" aux filières élitistes?

Financement par les Collectivités Territoriales:

Face au désengagement financier de l'Etat, les Universités font de plus en plus appel aux Collectivités Territoriales pour leur financement. C'est particulièrement vrai pour les antennes délocalisées dont les locaux sont mis à disposition par les Municipalités qui en assurent aussi l'entretien.

Mais cela est aussi vrai pour les Universités elles-mêmes, par exemple le Département de la Loire et la Mairie de Saint-Etienne apportent 25% des ressources de l'Université de Saint-Etienne et décident de leur attribution.

En effet, il est intéressant pour l'économie et le développement d'une Commune, d'un département d'avoir des étudiants sur son territoire. Les étudiants sont des consommateurs qui font vivre les commerces, pour une ville comme Roubaix où le taux de chômage est important et où les entreprises ferment, la population estudiantine peut permettre la survie des commerces, il en va de même pour bien des antennes délocalisées.

Mais, après la loi de décentralisation de 1982, les Collectivités Territoriales ont de

Nouvelles charges qui n'ont pas été accompagnées de nouvelles ressources si bien, qu'elles ne peuvent financer l'Enseignement Supérieur qu'en augmentant les impôts locaux déjà très lourds et surtout en s'endettant.

De plus, selon cette même loi de décentralisation, l'Enseignement Supérieur reste à la charge de l'Etat, ce qui est conforme à la Constitution.

En effet, dans le préambule de la Constitution de 1946, repris par la Constitution de 1958, il est dit: "La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'Enseignement public, gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'Etat".

Ces principes sont souvent remis en cause aujourd'hui, pourtant ils sont nécessaires à un grand service public de l'Enseignement.

Le budget de 1988 ne sera pas modifié

Vive l'ouverture!

Le gouvernement ne déposera pas de loi de finances rectificative à la session de printemps, a déclaré, le mercredi 25 mai, M. Pierre Bérégovoy au conseil des ministres. Décision qui, sous des apparences anodines, pourrait annoncer des changements politiques importants.

Depuis que la France a retrouvé le goût de l'alternance, les nouvelles équipes en place avaient pris l'habitude de refaire ce que les équipes précédentes avaient laissé. Ce fut le cas au printemps 1981, la gauche modifiant - en le chargeant de dépenses - le budget préparé par M. Barre, fin 1980. Ce fut encore le cas en 1986, la droite modifiant, - en le réduisant quelque peu - le budget laissé par M. Bérégovoy.

Ces modifications étaient souvent assaisonnées de commentaires peu amènes, du style: « Nous trouvons des dépenses sous-évaluées, des recettes surestimées, des déficits dissimulés. » Chacun devait comprendre que le pays allait être tiré de la situation lamentable dans laquelle il se trouvait par l'équipe arrivant au pouvoir. Les Français étaient pris à témoin du mauvais travail accompli par le gouvernement sortant: bilan Bloch-Lainé au début de la législature de gauche; bilan de La Ganière au début de la législature de droite.

En ce mois de mai 1988, rien de tel. Le budget pour cette année, que M. Balladur fit voter

fin 1987, ne sera pas modifié. Techniquement, cette sorte de révérence s'explique: les charges publiques évoluent comme prévu, et les recettes rentrent plutôt mieux qu'il n'avait été escompté. Ce qui devrait permettre de compenser deux postes de dépenses en forte accélération: les charges entraînées par l'assurance crédit d'exportation (le Monde du 10 mai) du fait de la multiplication des bilans non remboursés par les pays en voie de développement et l'explosion des dépenses CEE.

Il n'empêche que le bon état actuel des finances aurait pu, s'il avait été décortiqué, donner lieu à critiques ou au moins à interrogation: des engagements de dépenses ont été faits, des promesses d'allègements fiscaux ont été lancés, mais rien, aucune critique apparente, ou si peu. Le gouvernement de M. Rocard accorde, par son silence, une sorte de brevet de bonne conduite à l'équipe sortante. Tout se passe comme si la continuité prévalait depuis 1983 sans véritable rupture en 1986: rigueur, toujours rigueur.

C'est sur ce thème que M. Bérégovoy, en reprenant ses fonctions rue de Rivoli, avait analysé la situation devant l'ensemble de ses collaborateurs et de ses directeurs réunis. Si l'ouverture c'est ça, vive l'ouverture!

ALAIN VERNHOLES.

Le Monde (27/5/88)

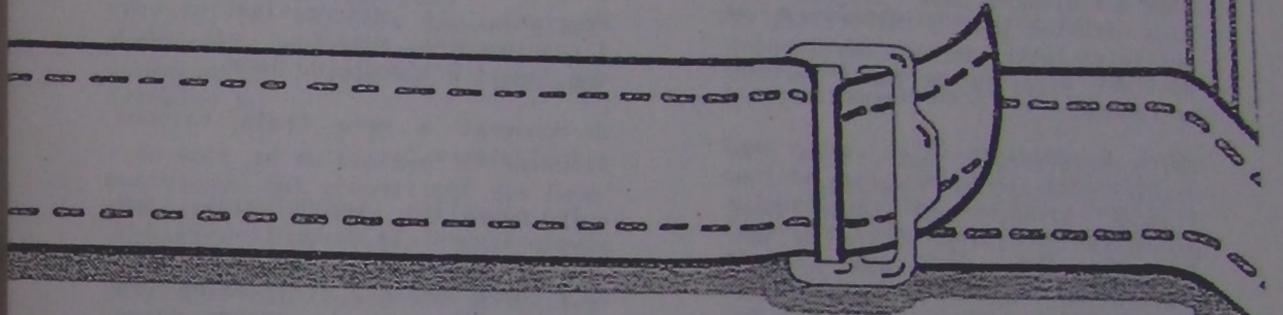
Les inscriptions des nouveaux bacheliers approchent. Comme nous l'avons décidé à la conférence nationale, nous serons présents pour aider les lycéens dans leurs démarches administratives. Mais aussi et surtout pour lutter contre la sélection sous toutes ses formes. Les chaînes vont donc être un moment privilégié de convergence entre étudiants syndiqués et anciens lycéens. Ces convergences ont déjà eu lieu pendant le mouvement de 86 et celui de 87. Les étudiants et lycéens ont combattu dans l'unité les projets gouvernementaux. Souvent aussi, les lycéens ont été à la pointe du combat. On se souvient de leur lutte contre le budget d'austérité. On se souvient aussi de leur conscience claire des enjeux avec leurs slogans comme "du fric pour l'école, pas pour les canons". Ils sont donc prêts à lutter, et à lutter avec force. Nous nous devons donc d'aller à leur rencontre. Tout d'abord, dans les lycées, informons-les sur les formations et montrons-leur la nécessité de poursuivre des études. Ces initiatives doivent être l'occasion de prises de contacts qui seront très utiles sur les chaînes et qui nous permettront d'être encore plus efficaces face à la sélection. D'ailleurs nous pouvons conclure cette série d'initiatives par l'organisation dans chaque ville d'une grande boum du bac.

Les chaînes se déchainent
ÇA VA FAIRE BOOM!

Cette grande fête pour mettre tous nos adhérents dans l'ambiance des chaînes. Plus nous réussirons nos interventions dans les lycées, plus il y aura de monde à nos boums, plus les copains seront enclins à participer aux chaînes de juillet. Elles permettraient d'affiner et d'accroître nos contacts avec les lycéens que nous retrouverons dans les files d'inscription. Alors, collons, affichons ! Informons partout dans les facs et les lycées, dans les centres d'examens. Déjà à Paris, la FAGIF a décidé d'organiser une boum du bac le 24 juin. Il faut faire de même partout.

Frédéric Genevee, Secrétaire National

CONFERENCE NATIONALE DES BUREAUX D'AGE ET D'ASSOCIATION DE L'U.N.E.F.



RAPPORTS ET DISCUSSION

LA SORBONNE

14 ET 15 MAI 1988

PARIS, LA SORBONNE - 14 ET 15 MAI 1988

RAPPORT D'OUVERTURE, PRESENTE PAR XAVIER AKNINE, PRESIDENT DE L'UNEF

Chers camarades,

Durant les six mois qui se sont écoulés depuis notre 72ème Congrès, il s'est passé beaucoup de choses à l'université et chez les étudiants.

Face à l'avancée des projets les plus néfastes pour l'Université, de multiples luttes se sont développées dans des dizaines de facs, partout en France.

Cette conférence, qui sera le dernier rendez-vous national de l'année 87-88, doit donc nous permettre de faire le bilan des actions engagées et de bien mesurer l'évolution de la politique universitaire.

Ceci nous permettra de dégager les principaux axes de la bataille du syndicat d'ici la fin de l'année universitaire dans le but de poursuivre et d'amplifier les actions engagées en prenant en compte, bien sûr, le contexte politique nouveau et la période des examens dans laquelle nous entrons de plain-pied maintenant.

LA POLITIQUE UNIVERSITAIRE CES DERNIERS MOIS

Commençons par quelques données :

* Chaque année, le nombre de bacheliers augmente et il est probable que cette augmentation va se poursuivre dans les années à venir. Si l'on conserve le même cadre (mêmes locaux, même nombre de profs, etc...) et que les crédits n'augmentent pas de manière significative, la situation va encore s'aggraver.

* D'autant plus que, sous prétexte de crise, ce sont les crédits sociaux et les crédits à la formation qui sont les plus délaissés.

Pourtant, la démocratisation de l'enseignement supérieur est plus que jamais à l'ordre du jour.

Je donnerai à cela trois raisons principales :

- les nouvelles technologies qui révolutionnent la production et les sciences appellent, pour contribuer au progrès social, l'élévation des qualifications de la grande masse des jeunes.

- Avec le développement des sciences et des techniques, de plus en plus de tâches vont nécessiter des initiatives et des compétences nouvelles.

- Il faut stopper, sinon réduire, l'écart entre l'avancée des connaissances (qui double en moyenne tous les dix ans) et celle de la conscience collective.

Le droit aux études pour tous, dans ces conditions, devient donc une priorité. Il existe un constat unanime sur cette situation ; tous les rapports, du Collège de France à Demain l'Université s'entendent pour dire :

- la formation est la clé de l'avenir,
- la France est en retard,
- l'accroissement des qualifications est nécessaire.
Alors, quelles solutions nous propose-t-on ?

Sous peine d'explosion, on veut accueillir les bacheliers dans des collèges universitaires conçus comme une structure appropriée pour le tri entre le "certain nombre" de ceux qui, selon Valade, se révéleraient "aptés" aux filières élitistes de l'après-collège, et la masse des autres "professionnalisés" sans garantie de réelles qualifications.

On doit malheureusement constater que les solutions de Devaquet n'ont pas disparu. Certes, on ne parle plus de sélection à l'entrée de l'Université, on "accueille" les bacheliers, mais le tri des "aptés" à poursuivre leurs études est-il loin de la sélection à l'entrée en second cycle ?

Par ailleurs remarquons que l'on parle d'accueillir les bacheliers, mais pas de les former ou de leur donner une qualification.

En fait, les réponses données à des problèmes réels, ne sont que expédients. Prenons quelques exemples :

- on voit se multiplier les centres municipaux qui accueillent des Deug délocalisés ; mais où iront les étudiants pour faire leur second cycle ? De plus, ces centres ne possèdent pas toutes les structures universitaires : bibliothèques, cités-U, services sociaux... indispensables à un établissement d'enseignement supérieur digne de ce nom.

- Sur Paris, avec la formule Ravel revue et corrigée pour la rentrée 88-89, on peut craindre une sélection accrue et la réduction du nombre de places en première année.
- Les collèges universitaires qui répondent à la définition que je viens de donner n'envisagent pas de répondre aux besoins réels de formation mais constituent un risque évident de sélection forcenée durant le premier cycle.

Ainsi, le désengagement financier de l'Etat trouve un moyen privilégié de s'opérer, les collectivités territoriales prenant le relais, favorisant l'explosion des droits d'expression, l'autonomie sauvage, le contrôle du privé, ainsi qu'une

gestion personnalisée et autoritaire sur le modèle prétendument efficace de l'entreprise. La somme ridicule de 15 millions de francs destinés à financer les collèges universitaires, montre bien l'objectif du gouvernement de se tourner vers d'autres modes de financement.

De plus, la coupure avec la recherche paraît ainsi accentuée, d'autant que les enseignants chercheurs vont être de plus en plus limités en nombre.

L'élimination par l'échec étant attribuée à l'"inaptitude" de ses victimes, sous entendu à aller jusqu'en troisième cycle, on en déduit qu'il faut s'enfermer dans une conception pyramidale des formations avec verrouillage à l'entrée en second cycle, puis en troisième cycle, et même à l'issue de la première année post-bac.

C'est tout simplement l'accroissement de l'élitisme.

Dans cadre, l'élimination à base sociale se trouverait renforcée ; aujourd'hui, les couches favorisées (ouvriers employés, personnels de service...), soit 63% de la population active, ne fournissent que 23% des étudiants alors que le patronat et les professions libérales, avec 15% de la population active, fournissent 40% d'étudiants. De plus, ces 23% d'étudiants issus des couches défavorisées sont laminés au passage en second et en troisième cycle.

Parallèlement au développement de la sélection sociale, c'est le cloisonnement entre les formations et la ségrégation qui se verraient ainsi renforcés.

Enfin, tous ces projets ne visent-ils pas à dégager tout simplement une élite d'ici 1992 ? En effet, il faudra tendre vers 10% d'étudiants pouvant bénéficier de bourses Erasmus dont la formation serait acquise dans plusieurs pays. Ces 10% sont-ils en rapport avec le "certain nombre d'aptés aux filières élitistes d'après collège" puisque Valade parlait là aussi du taux de 10%.

Des projets consensuels

Nous ne connaissons pas encore les projets du nouveau gouvernement, et je reviendrai tout-à-l'heure sur le nouveau contexte politique.

Aussi nous devons être prudents, en effet, M. Mitterand n'a jamais parlé de collègues universitaires.

Mais il a réaffirmé dans sa déclaration du 8 mai au soir que l'Europe était une priorité. Alors, comment ne pas penser que le système de formation va devoir s'adapter encore plus à l'ouverture des frontières de 1992 en vue d'une remise en cause de toutes les conventions collectives et de l'extension aux frontières de la CEE de la flexibilité et de la précarité de l'emploi.

LES ETUDIANTS NE SONT PAS SANS REAGIR

Face à cette situation et à cette politique qui enfonce toujours plus l'Université dans la crise, les étudiants ne sont pas sans réagir !

Il est temps maintenant de faire le bilan de l'activité du syndicat et des luttes qui se sont développées depuis le Collectif National des 5 et 6 mars.

Nous avons pris la décision de faire grandir les luttes ayant trait aux problèmes budgétaires, surtout que dans cette période se sont votés les budgets d'université. On peut dire que nous avons mené une bataille sans précédent.

Ainsi, après l'invasion du Conseil d'administration de Paris VI, nous gagnons le principe du remboursement des photocopiés payants, nous gagnons aussi que les étudiants en psychomotricité de la Pitié n'aient pas à payer de taxe pour passer leurs examens.

A Limoges, le conseil est aussi envahi, et le budget de la fac est refusé.

A Toulouse à la fac de Rangueil, devant la pression des enseignants et des étudiants, le président est

obligé de reculer le vote du budget, alors que certains UFR le refusent déjà et votent contre.

A Paris III, grâce à l'action de nos élus, le budget est refusé en deuxième lecture.

Dans pratiquement toutes les universités, des motions réclamant un collectif budgétaire sont votées à tel point que la Conférence des présidents d'université vote à l'unanimité la demande d'un collectif budgétaire et d'une loi de programmation pour l'enseignement supérieur.

L'autre axe que nous nous étions défini au CN des 5 et 6 mars, était la lutte contre le projet Valade et en particulier contre la réforme des premiers cycles et la mise en place des antennes délocalisées. Ainsi, à Caen, les étudiants réunis en assemblée générale se battent contre un projet d'antenne universitaire dans la ville de Saint-Lo. Par la diffusion du nouveau Campus et malgré des difficultés dans certaines AGE, nous avons réussi à sensibiliser des milliers d'étudiants sur ce problème. Partout, ils s'attaquent aux multiples facettes du projet du gouvernement.

A Rennes, l'UNEF et les organisations syndicales d'enseignants et d'ATOS organisent une journée fac morte et se rendent au rectorat en délégation.

A Lille, une semaine avant les vacances de Pâques, les étudiants et personnels de Lille I, face à la suppression de plusieurs postes d'enseignants vacataires choisissent la lutte et votent la grève. Ainsi, réunis à plus de 1000 en assemblée générale, prenant conscience de la nécessité du réengagement financier de l'Etat, ils ont décidé de faire appel à tous les étudiants de France, proposant que le 28 avril soit une journée nationale d'action pour obtenir des moyens pour étudier et la garantie qu'aucun numérisé clausus ne vienne sanctionner l'état actuel de la pénurie.

A cette même date, les étudiants d'IUT informatique de toute la France choisissent de manifester pour les mêmes raisons. Cette journée, malgré de nombreuses disparités, fut un succès, surtout tenant compte du peu de temps que nous avons eu après la rentrée des vacances de Pâques.

A Toulouse où notre intervention a fait de la journée fac morte décidée par le CA pour protester contre l'inculpation des enseignants de l'IUT informatique une journée d'action. Une assemblée générale de deux cents personnes et une manifestation de 1000 personnes ont eu lieu.

A Besançon, l'AG réunit 35 étudiants et décide d'envahir le CROUS le 9 mai.

A Limoges, une AG réunit 100 personnes avec l'ensemble des syndicats.

A Paris XIII, ce sont les étudiants de licence de psycho qui ont voté la grève et qui se sont rendu à notre AG. A Paris X et Paris I, des pétitions recueillent plusieurs centaines de signatures ; dans le petit centre de Clignancourt, dans un contexte de répression syndicale, une AG réunit 40 étudiants.

A Paris, un rassemblement de plusieurs dizaines d'étudiants a eu lieu au rectorat, et une délégation a été reçue par le vice-chancelier des universités.

Dans la même période, la lutte des résidents en cité u a continué, faisant de la journée du 4 mai une journée de mobilisation. A Paris, le "Parisien libéré" a été obligé d'écrire que les étudiants occupaient le parvis de la gare Saint-Lazare et ont reconstitué de façon humoristique l'exiguïté des chambres en cité-U.

Peu avant, la FRUF a même été reçue

par le ministère pour faire état des revendications des résidents...

Jeudi, les étudiants des CHU parisiens se réunissent pour demander le gel du décret d'application de la loi BARZACH qui institue un mode de sélection supplémentaire à la fin du 2ème cycle. Ce mouvement n'en est qu'à ses débuts, mais il peut encore s'amplifier.

Ce panorama des universités ne serait pas complet si nous ne mentionnions pas l'ensemble de nos actions de solidarité avec le peuple palestinien. Nous avons tenu des dizaines d'initiatives allant de la pétition à la création de comités de solidarité, jusqu'aux meetings qui ont rassemblé au total plusieurs milliers d'étudiants (à PX, P VIII, P XIII, P VI, Rennes, Limoges, Brest, Toulouse, Lyon, Aix, Nancy...) Cela nous a même valu le saccage par un groupuscule sioniste du local de Jussieu. Mais, rien n'y fera, nous ne renoncerons pas.

Vous le voyez, les étudiants sont prêts à réagir fortement

contre les attaques. Même si dans certaines AGE on a l'impression que rien ne se passe, n'imaginons pas pour autant qu'après avoir fait la preuve de leur capacité d'analyse et de mobilisation, à plusieurs reprises et notamment lors du mouvement contre Devaquet et le budget, les étudiants soient tombés dans une léthargie définitive. Certes, les luttes ne sont pas toujours majoritaires, mais nous avons aujourd'hui, grâce à notre nouvelle orientation définie au congrès la possibilité de gagner partout sur nos revendications. Pour cela, le rôle du syndicat de lutte qu'est l'UNEF, est fondamental.



LA SITUATION POLITIQUE NOUVELLE

En effet, forts des luttes que nous avons menées ici et là, et en prenant en compte la grande diversité des situations locales, il s'agit donc maintenant, dans chaque fac de rendre coup pour coup, pour mettre en échec l'ensemble des mesures et projets élitistes que l'on nous prépare pour l'an prochain.

On le sait : il existe aujourd'hui un large consensus issu des rapports Schwartz-Lesourne et de la commission des 69 sages pour aggraver la sélection, pour faire payer aux étudiants le lourd tribut de la pénurie.

Ce consensus auquel prennent part des responsables de l'UNI et de l'Unef-ID, acceptant ainsi de jouer le rôle de caution étudiante dans cette commission, il s'est réalisé précisément dans le dos des étudiants et contre leurs intérêts.

L'UNEF qui n'a d'ailleurs pas été invitée à participer à ses travaux meurtriers pour l'Université, a annoncé la couleur en disant à toute la communauté universitaire à travers le dernier N° de Campus : "ce consensus, nous le combattons parce que c'est celui de l'élitisme en vue de l'acte unique européen de 1992 : c'est celui de la déqualification pour la grande masse des jeunes.

C'est l'éclatement des structures en vue d'une déreglementation complète dont il restera très peu de survivants du côté étudiant".

C'est ce que nous avons rappelé dans notre déclaration du dernier collectif national à propos des élections présidentielles.

A juste titre, nous rejetons l'idée d'un quelconque sauveur qui sortirait des urnes et nous réaffirmons que quelque soit le président élu le 8 mai, seule la lutte et le rassemblement dans l'action de tous les étudiants pouvait mettre en échec les projets néfastes qui se font jour.

Comme hier contre le projet Devaquet et comme nous avons pu le vivre dans certaines facs depuis quelques mois, en empruntant nombre d'acquis non négligeables dans la lutte contre les budgets d'Université, c'est la force de la mobilisation créée chez les étudiants et toute la communauté universitaire qui permettra de gagner sur l'ensemble de nos revendications.

Nous le sentons bien : de plus en plus d'étudiants vivent très douloureusement la mise en place insidieuse mais non moins réelle du projet Devaquet qu'ils ont rejeté il y a un an et demi.

Certains deviennent même furieux au point de se mettre en grève, comme à Caen ou à Lille, quand ils s'aperçoivent que sous couvert d'antennes délocalisées ou de suppressions de postes, c'est une sélection encore plus féroce qu'on leur réserve.

Autre preuve tangible du mécontentement : les étudiants en médecine qui viennent de faire une première réunion parisienne inter-CHU et qui envisagent même de se mettre en grève à Kremlin-bicêtre dès lundi pour protester contre la sortie récente du décret d'application de la loi Barzach, qui instaure une mesure sélective de plus à la fin du deuxième cycle des études médicales.

Cela montre donc que des milliers d'étudiants sont prêts à poursuivre les luttes engagées pour les faire aboutir.

Et il y a urgence pour cela d'autant que nombre des problèmes posés par les étudiants sont restés sans réponse (des suppression de postes d'enseignant à l'insuffisance des locaux en passant par les problèmes de logement).

Résoudre les problèmes cruciaux nécessite de développer des crédits supplémentaires et pour l'instant, même si la conférence des présidents d'université s'est prononcée à l'unanimité en faveur du vote d'un collectif budgétaire d'ici l'été, et même si plusieurs dizaines de

conseils d'université ont émis un vœu en ce sens, à la demande des élus UNEF nous savons que, tout cela est notoirement insuffisant et qu'il faudra continuer à agir d'ici la fin de l'année en faisant signer des pétitions, en intervenant dans les conseils de fac pour empêcher notamment que, faute de crédits, les capacités d'accueil des bacheliers soient à nouveau réduites cette année.

Nous ne pouvons laisser se propager l'idée que le taux d'échec atteignant 70% en Deug serait dû à l'inaptitude des recalés.

Non, nous n'étudions pas dans des universités où il y aurait 70% d'incapables.

L'échec, s'il est aussi massif, c'est qu'il provient du sous encadrement dramatique des étudiants (je rappelle qu'avec un taux d'encadrement moyen de l'enseignement pour 23 étudiants, la France se trouve à la queue des pays européens).

L'échec, il provient également du manque d'orientation en 1er cycle où un bachelier sur 2 s'inscrit dans une filière ne correspondant ni à ses motivations ni à la formation qu'il a reçue antérieurement.

On pourrait parler aussi du manque de cours de soutien, des conditions d'étude infernales, surtout au début de l'année, qui constituent aussi un facteur d'échec et d'abandon important.

La cause essentielle de cet immense gachis humain réside donc bien dans le désengagement financier de l'Etat qui devient ahurissant.

Dans ces conditions, gagner le réinvestissement financier de l'Etat pour donner à l'ensemble des bacheliers une formation de qualité devient la priorité des priorités.

A cet égard, nous nous trouvons dans une situation politique nouvelle : François Mitterrand vient d'être réélu président de la république. C'est donc un nouveau septennat qui commence.

Beaucoup d'étudiants espèrent que cette situation va se traduire par une autre politique universitaire axée sur la formation et l'égalité des chances. En particulier, nombreux sont les étudiants qui se satisfont de la défaite de Chirac parce qu'ils ont le sentiment d'avoir ainsi écarté du pouvoir les Pasqua et Pandraud qui resteront les assassins de Malik Oussekine et d'avoir mis un coup d'arrêt à la progression des idées fascistes de Le Pen.

Tout ceci est vrai d'autant que, nous l'avons vu, au lendemain du premier tour, le score de Le Pen a provoqué une grande émotion chez les étudiants.

Pour autant, n'ayons aucune illusion. Il n'y aura pas de sauveur d'autant que pour le coup, Mitterrand n'est pas exempt de responsabilités dans les difficultés que vivent les étudiants aujourd'hui.

A ce sujet, le président de la république a déclaré dès le soir de sa réélection : "la priorité, c'est l'éducation."

Certains relient ces propos avec le fait que Monsieur Jospin qui vient d'être nommé ministre de l'Éducation et de la Recherche fait parti des rares ministres d'Etat. Pour nous, pas question de faire des pronostics sur des mots.

Comme nous l'avons toujours fait par le passé, comme c'est notre rôle de syndicat étudiant, nous jugerons sur les actes. Et pour le moment, force est de constater que l'avenir est bien sombre : les collèges universitaires sont programmés pour la rentrée prochaine, la sélection s'aggrave, et dans un contexte de pénurie prononcée, les examens s'annoncent comme une véritable catastrophe nationale.

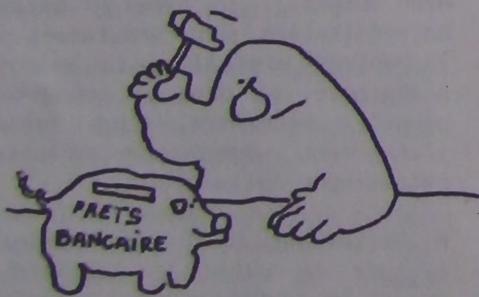
M. Mitterrand peut bien parler de dégager 15 voire 16 milliards de francs pour l'éducation : cela ne résoudra en rien le problème dramatique de l'échec à l'Université, et, surtout, on est en droit de se poser bien des questions sur l'utilisation de ces crédits que préconise Mitterrand, lui qui est un

fervent partisan des antennes délocalisées et des projets européens les plus élitistes.

Si c'est pour attribuer quelques milliards de plus au financement des bourses Erasmus, autant dire que nous n'aurons pas avancé d'un pouce. Il y a donc toutes les raisons d'appeler les étudiants à poursuivre l'action pour que l'Etat donne enfin aux universités, les moyens de jouer pleinement leur rôle. C'est à dire d'offrir à chaque jeune une formation de qualité lui donnant droit à un diplôme reconnu et qualifiant sans aucune hiérarchie entre les différentes filières.

Cela nécessite d'élargir l'accès à l'Université aux couches les plus défavorisées de la population, ce qui suppose de satisfaire un certain nombre de revendications que l'UNEF entend réaffirmer :

- 1) Augmenter le budget de l'enseignement supérieur de manière à atteindre rapidement 1% du PIB. (ce qui suppose de doubler tout de suite le montant de ce budget).
- 2) Doubler le nombre de boursiers et le montant des bourses.
- 3) Supprimer les droits d'inscription à l'Université.
- 4) Permettre à tout bachelier de s'inscrire dans la filière de son choix.



5) Assurer l'égalité entre étudiants français et étrangers à tous les moments de l'année universitaire.

Le Bureau National propose qu'au terme de cette conférence des B.A.G.E et des associations nous adoptions une lettre ouverte aux étudiants que nous distribuerons dès lundi dans nos facs, et dans laquelle nous réaffirmerons nos revendications essentielles pour en finir avec la sélection et la pénurie.

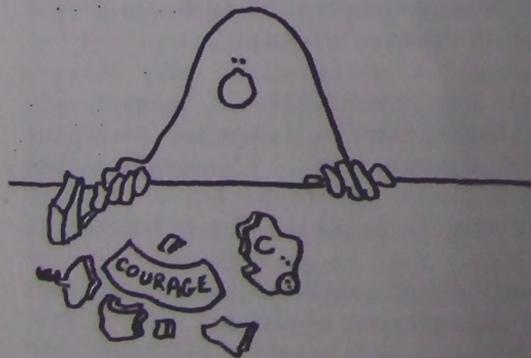
Au passage, nous demandons l'abrogation du décret Valade sur les CROUS, celle de la circulaire Philip réduisant les critères d'attribution des bourses et celle du décret d'application de la réforme de TCEM, parti au JO du 7 avril 88.

Nous demandons aussi celle du projet de réforme du Deug de droit.

Nous ne pouvons pas en effet, envisager d'amélioration de la situation si l'on n'abroge pas ces textes assassins pour notre formation.

Il s'agit donc avec cette lettre de la Conférence d'appeler les étudiants à poursuivre l'action sur des revendications claires, tenant compte du contexte politique nouveau issu de deuxième tour des présidentielles.

00000



RAPPORT SUR L'ORGANISATION

PRESENTE PAR MARC ROSSETTI, SECRETAIRE GENERAL DE L'UNEF

000

Chers camarades,

L'analyse de la situation à l'université montre que les étudiants évoluent toujours dans un contexte de crise. Malgré les derniers changements politiques en cours, nous ne devons pas attendre des pouvoirs publics une amélioration. Le consensus est toujours plus à l'ordre du jour : des projets, il passe aux actes.

Dans le même temps, cette orientation de la politique à l'université a été massivement rejetée ces dernières années. Cela nous donne l'étendue de nos responsabilités et de nos possibilités : ne rien laisser passer, rassembler, lutter.

une organisation de lutte

Il est à ce titre intéressant de noter la montée des luttes sociales dans le pays. Deux exemples en démontrent la détermination et l'ampleur : je veux parler de la SNECMA et de Michelin. Sans faire de comparaison hâtive avec le milieu universitaire, le climat social dans le pays n'est jamais sans rejaillir sur le monde universitaire.

A l'origine, le mouvement de 86 avait été précédé par de nombreuses luttes à l'initiative de la CGT et des syndicats de la FEN.

Combattre les projets qui ont cours va demander de la part de l'UNEF d'être à la hauteur des enjeux. A la hauteur pour informer les étudiants et leur permettre de se rassembler autour d'objectifs simples et clairs : le rejet de l'élitisme, de l'échec et de l'abandon ; le réengagement financier de l'Etat et l'ouverture des universités aux enfants les plus défavorisés.

Cela va donc exiger, dans cette période caractérisée par les examens

et les nouvelles inscriptions, de porter une attention particulière à l'atout majeur du mouvement étudiant de résistance à la crise qu'est l'unef.

En effet, les fins d'année universitaire sont toujours une époque délicate pour l'organisation. C'est à partir de ce moment qu'elle se recompose, au rythme du succès ou de l'échec aux examens, de l'inscription à la faculté.

Or la question de l'organisation est l'enjeu central dans le dispositif stratégique de l'Unef. Sans organisation, notre orientation centrée sur le rassemblement des étudiants ne peut plus vivre. Ce qui, inévitablement, freinera d'autant le mouvement étudiant, ou bien le fourvoiera dans des impasses, des compromis qui ne régleront rien sur le fond.

Cela peut passer pour des banalités, des vérités évidentes, mais je crois qu'il est bon de rappeler qu'avoir des adhérents, c'est assurer une continuité au syndicat, une permanence dans la vie de la fac, dans les luttes ; avoir toujours plus d'adhérents, c'est - à priori - se donner le maximum d'appuis dans les TD, dans les amphes, au coeur des études pour engager les luttes, pour répondre au coup par coup aux attaques à notre droit aux études. C'est le meilleur moyen pour construire le rassemblement des étudiants. Il en va donc de l'efficacité de nos luttes.

Il ne s'agit donc en rien d'une question mineure. D'ailleurs, l'état de notre organisation coïncide souvent avec notre influence auprès des étudiants.

le bilan

Le bilan 87-88 de notre organisation est très contradictoire. Il se

compose de deux phases distinctes : la période - très importante, décisive à certains égards - des chaînes d'inscription - et la période post-congrès.

En chiffre bruts, nous connaissons un léger tassement de notre organisation : il est le fait particulier de 8 AGE qui ont subi de forts reculs : Paris XII, Paris XIII, Pau, Marseille et Orléans, Toulouse, Paris I et Jussieu. Pour ces trois dernières AGE, notons toutefois que des progrès depuis le 72^{ème} Congrès permettent de contrebalancer le jugement purement comptable.

Cette situation est la poursuite de la chute de notre influence depuis 1976. Chute de notre influence à deux niveaux : électoral et organisationnel. De 76 à 88, l'Unef est passée de 90 000 voix à 15 000 aux élections universitaires. Mise à part la parenthèse 82-84 qui correspond dans la vie de l'Unef à l'abandon de la lutte revendicative au profit de la démarche d'entraide, l'état de notre organisation a suivi la même pente.

Il ne s'agit en rien d'une situation que nous prenons à la légère, ni d'une manière fataliste. Lors du 72^{ème} congrès, nous avons fait l'analyse que la baisse de notre influence a eu deux facteurs principaux : une orientation favorisant l'attentisme au détriment de la lutte ; une conception du rôle du syndicat erronée. Nous avons aujourd'hui écarté ces écarts.

Il reste à nous attaquer au problème de la reconquête de notre influence.

Depuis le 72^{ème} congrès, des progrès significatifs sont enregistrés. Aucun triomphalisme dans cette constatation. Mais plusieurs faits plaident dans ce sens.

Les élections 88 loi Savary nous donnent entre 18,5 et 19% des suffrages. Ces résultats dénotent un progrès de 0,5 à 1% par rapport au CROUS de 87.

A la faveur de ces élections, 7 AGE ont été créées ou recréées : Caen,

Besançon, Amiens, Brest, Le Havre, Toulon et le CNAM.

Des AGE ont réalisé d'importants progrès en nombre d'adhérents : Paris VIII, Paris X, Sciences-po, Lille, Rennes, Nice, Poitiers et Limoges.

Il est à remarquer que dans la quasi-totalité de ces AGE, les élections ont affirmé ou confirmé la remontée de notre influence.

Pour partie, ces progrès découlent d'un meilleur fonctionnement du Collectif National depuis janvier. Hier, nous avons fait le bilan des luttes menées par l'Unef ces derniers mois. Dans un contexte défavorable - les élections présidentielles - des résultats appréciables ont été obtenus dans les luttes sur le budget des universités, sur les questions du logement avec la Fruf, les 18 mars et 4 mai derniers, dans la solidarité active avec le peuple palestinien. Preuve que les décisions du CN sont mieux partagées.

Les associations

De fait, en 4 mois, 600 adhésions ont été réalisées dans un temps où traditionnellement la question de l'adhésion se pose peu. Le stage national de Pâques a réuni enfin près de 40 stagiaires émanant de 20 AGE.

Ce catalogue n'a pas pour but de peindre en rose notre activité. Mais au moment où nous allons nous pencher sur la question de l'avenir du syndicat - c'est à dire : la fin de l'année, les chaînes, la rentrée 88-89 - il est important d'avoir en tête la totalité de la situation.

Dans le même registre, nous devons prendre la mesure du progrès d'une question essentielle : la vie de nos associations.

Certes, nous sommes encore loin du compte. L'association a toujours du mal à rentrer dans nos moeurs. A Paris, seulement deux AGE sont pourvues d'associations : Nanterre et Tolbiac. En province, de par la configuration géographique des universités, les expériences sont plus

Aujourd'hui que nous avons démontré nos capacités de rassembler les étudiants, de respecter le mouvement étudiant, mieux, de l'amener sur des revendications transformatrices, il est l'heure de capitaliser ces acquis.

Sans mettre aucun préalable à l'adhésion au syndicat - pas même celui de la lutte - réfléchissons au nombre d'étudiants perdus sur le mouvement du budget, sur les batailles contre les budgets d'universités, sur la solidarité avec la Palestine pour reprendre les thèmes actuels. Adhérents perdus parce que nous ne leur avons pas proposé la carte de l'Unef.

Mettre cette question au coeur de nos activités, c'est la rendre présente du local de la coop aux tables tenues aux restau-U, dans les UFR, jusqu'aux tracts qu'on sort, et aux portes - à - portes en cité-U évidemment.

Quand on agit ainsi, les résultats sont payants :

- A Jussieu, en trois mois, 35 adhésions sont réalisées, dont 6 sur la base du bulletin de vote sur la Palestine, 3 à partir du meeting avec P.A Albertini sur l'apartheid.

- A Rennes, la journée du 28 avril permet de réaliser 9 adhésions.

Sans avoir vraiment mis le renforcement en avant, ce sont 600 adhésions en 4 mois qui ont ainsi été réalisées.

Preuve du champ immense de nos possibilités. Mesurons donc bien l'ampleur des progrès à accomplir.

Que l'on soit clair cependant ! Je ne passe pas par dessus bord le fondement de notre travail. Ce renforcement de l'Unef ne pourra se faire qu'à l'unique condition de la mise en pratique de notre stratégie de rassemblement.

Il n'y a là aucun choix à opérer. Nous ne sommes pas devant un dilemme cornélien : "je rassemble ou je renforce ?". Mais seulement devant ce constat : "Je renforce à l'aune

du rassemblement que je suis capable d'impulser."

Le champ à explorer est vaste.

Le sens du renforcement

La crise qui sévit rend nos revendications toujours plus d'actualité. Appuyons-nous sur ce que nous avons su faire avancer ces derniers mois.

Au niveau idéologique, les Etats Généraux représentaient le travail de 20 à 30 000 étudiants ; les propositions relatives au financement des universités ont mobilisé 50 à 70 000 étudiants ; enfin, chez les lycéens des idées contre la sélection, contre la pénurie de l'éducation nationale sont populaires ; la paix et le désarmement sont majoritaires chez les jeunes.

Même si tous ces étudiants là ne feront pas le choix de l'Unef, il y a de la marge. Depuis que dans les luttes menées depuis novembre-décembre 86 nous avons pris toute notre place, nous avons pris du poids. Des étudiants en évidence dans les luttes, des militants d'autres organisations - syndicales ou pas - font le choix de l'Unef pour agir contre la crise, le consensus. C'est l'exemple de militants de PSA à Nanterre.

Etre à la hauteur va là aussi nous demander des efforts. Efforts pour convaincre de la nécessité de l'adhésion, efforts pour que chacun de nos adhérents puisse au delà des diversités, des différences, trouver sa place, s'exprimer, s'épanouir.

La baisse de notre influence a eu des effets sur notre mode de vie, sur nos comportements. De fait, nous sommes encore trop repliés sur nous-mêmes.

Prendre le contre-pied de ce courant aura pour conséquence bénéfique d'élargir nos horizons. Cela n'ira pas sans modification des comportements, sans heurt quelquefois, sans débat. Rien de dramatique là-dedans. Au contraire, la perspective enrichissante de se développer.

nombreuses, sans réellement être satisfaisantes (Aix, Rouen, Saint-Etienne, Rennes, Toulouse, Limoges).

Toutefois, cette question grandit. Dans plusieurs, elles commencent à être au cœur du développement de notre orientation : à Rennes, c'est l'implantation sur le Campus de Rennes I ; à Lyon, à Lille, à Censier, à Jussieu, elles sont à l'ordre du jour. Le CN de janvier mentionnait un nombre croissant de réunions d'associations. Nous devons poursuivre cet effort.

Voilà, autant d'éléments qui attestent que les choses vont beaucoup mieux sans masquer la faiblesse de notre organisation.

Il est à noter que cette faiblesse s'inscrit dans un climat plus général à la désyndicalisation. Une colossale pression idéologique est exercée, principalement en direction des jeunes pour que, en même temps qu'on les pousse à la désignation et à baisser les bras, on leur ferme l'horizon pour qu'ils ne s'enthousiasment pas autour de perspectives d'avenir, pour qu'ils remettent en cause l'utilité de s'organiser pour être plus forts et plus efficaces.

La pression de l'idéologie des gagnants a sans nul doute renforcé l'individualisme, le repli sur soi. Y compris aujourd'hui toutes les organisations en font le constat, particulièrement le mouvement associatif qui en fait les frais le plus durement (quelques fois mortellement) : il y a en France chute de l'esprit d'organisation.

Ce mouvement est encouragé parallèlement par une remise en cause par certains du rôle revendicatif des syndicats : encore dernièrement le congrès de la FEN a confirmé une tendance à substituer au syndicalisme de lutte un syndicalisme gestionnaire. Ceci étant dit, si ces éléments attestent qu'il serait utopique de penser que du jour au lendemain, nous pourrions syndiquer la moitié des étudiants d'une fac, nous demeurons aujourd'hui bien en dessous de nos possibilités de renforcement pour penser que nous serions prisonniers des ce mouvement général.

Ayons ces éléments à l'esprit pour

notre réflexion, ne les prenons pas aujourd'hui comme une barrière pour nous développer.

Disons qu'ils justifient le bien fondé de notre orientation : il y a des barrières à la syndicalisation que ce ne soit pas en soi, un obstacle à la lutte comme sur des objectifs décidés en commun.

Je distinguais tantôt deux phases distinctes dans le bilan de notre organisation. Le 72^e Congrès marquant le renversement de la tendance à la baisse. Car c'est bien notre nouvelle orientation du rassemblement qui a produit ces effets positifs.

On adhère à l'UNEF dans un esprit de lutte, pour riposter à tous les mauvais coups, pour être informé et actif en permanence. On le voit, lorsque l'on fait adhérer un étudiant, nous ne lui délivrons pas un "pemis de lutter", c'est lui qui se donne un gage d'efficacité.

un gage d'efficacité

Voilà comment il nous faut aborder la question de l'adhésion ; sans sectarisme, j'ajoute, mais avec volonté.

Cette question de l'adhésion, nous nous devons de la mettre au cœur de notre activité. Trop d'initiatives sont tenues sans que le renforcement soit envisagé.

Le mouvement sur le budget 88, mais plus haut, les Etats Généraux et le mouvement de médecine ont été des succès. L'UNEF y a conquis une autorité certaine. Nous la comptabilisons chaque jour dans notre activité. Mais les progrès en organisation n'ont pas suivi la même courbe. Faute d'une stratégie du renforcement articulée sur notre orientation du rassemblement dans la lutte, avant tout.

Ce renforcement, cette remontée en influence, cette ouverture pour employer un mot à la mode, n'a pas à être interprété comme une manoeuvre politicienne, démagogique, fondé sur le reniement.

Je l'ai montré plus haut : les convergences entre nos propositions, notre conception de la politique universitaire et celles des étudiants sont grandes. Il n'y a pas besoin de se cacher, de se renier. Au contraire, affirmons-nous sur la défense du droit aux études, sur l'Europe, sur l'aide sociale. En un mot, soyons à l'initiative.

Enfin, je voudrais apporter des éléments de réponses à une question fréquente lorsqu'on aborde l'organisation : je veux parler des bonnes ou mauvaises adhésions, ou des adhésions sur des bonnes ou sur des mauvaises bases - qui est une variante plus moderne du même problème.

A tout cela, je dirai d'abord une chose : ne reproduisons pas à l'intérieur du syndicat ce que nous combattons à l'université. Comme les facs à deux vitesses, inscrivons-nous en faux contre les syndicats à deux vitesses. Et soyons contre toute forme d'élitisme. De la même manière, il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises bases pour adhérer. Il y a simplement la mise en place ou non de notre orientation.

La suite est une question de travail en direction de chaque syndiqué. Travail d'intégration, de responsabilisation. C'est le rôle de nos directions d'AGE et d'association, plus précisément du secrétaire à l'orga.

A partir de la discussion issue du premier rapport à la Conférence Nationale, des axes de lutte proposés (examens, bataille sur le financement de l'université, préparation des chaînes d'accueil) le bureau national préconise un certain nombre de mesures à prendre dès la semaine prochaine.

Tout d'abord, la réunion des bureaux d'AGE puis la réunion de toutes les associations pour définir le plan de travail des dernières semaines et la tenue des chaînes d'inscription.

Nous proposons que figure dans le plan de travail une série d'objectifs ; d'ordres politique et organisationnel : notre intervention sur les examens (information avec tracts et affiches - défense des étudiants là où les saccages ont lieu - permanence des élus de l'UFR pour cette question) ; la diffusion de la lettre ouverte aux étudiants de France ; les différents problèmes locaux. Au plan organisationnel, nous proposons que soit menée association par association une grande bataille de remise de cartes. L'objectif est de remettre 50% des cartes de cette année au minimum.

des objectifs ambitieux

En second lieu, le BN propose que les bureaux d'AGE, dans le cadre de tenue des chaînes, se fixe des objectifs de nouvelles implantations. Traditionnellement, des endroits comme les IUT, droit, voire médecine, sont des domaines superbement ignorés de nos AGE. Là encore, il faut faire preuve d'ambitions.

A ce sujet, je vais ouvrir une parenthèse concernant l'UGE.

- 3 ans d'inactivité,
- Malgré des spécificités (pas la même angoisse de l'avenir, pas le même milieu) il y a besoin d'un syndicat : recomposition en vue de l'Europe, élitisme,
- Relancer l'Uge, une nécessité, la responsabilité de l'Unef,
- Les objectifs : bureaux d'AGE ont le souci de syndiquer en Grandes écoles - associations - participation à la vie de l'AGE,
- Plan de travail : cibler quelques grandes villes d'abord telles que Lille, Lyon, Saint-Etienne, Toulouse, Nancy, et Paris (FAGIF),
- Syndiquer sur des cartes UGE, reconstruire rapidement le syndicat des grandes écoles.

Je ferme la parenthèse.

En troisième lieu, le BN propose qu'à l'occasion des prochaines réunions d'association un effort de structuration commence à s'accomplir. Trop d'associations n'ont pas de directions constituées malgré parfois un nombre important d'adhérents. Il faut

remédier à cette situation. Un président, un secrétaire à l'organisation, et un trésorier d'association, c'est la base d'une vie plus régulière, mieux centrée sur des objectifs. La structuration de nos associations va nous permettre de tenir les chaînes et d'entamer la rentrée 88-89 sans retard ni dysfonctionnement.

Je ne reviendrai pas sur l'enjeu de la tenue des chaînes ; le rapport, hier, et quelques unes des interventions (Lyon II par exemple) ont donné les éléments essentiels pour que la discussion puisse avoir lieu. Par contre, là encore, des mesures d'organisation concrètes doivent être prises.

Au niveau des associations, il faut dès demain commencer à inscrire les copains pour les chaînes (la remise des cartes permettra d'en voir un maximum). Des panneaux d'accueil, un tract peuvent être un complément de ces chaînes.

Au niveau des bureaux d'AGE, il faut prévoir les lycées encore possibles à faire, les lieux où les chaînes d'accueil seront tenues (notamment dans les nouvelles implantations). En matière de propa, le guide local est l'indispensable support d'accueil.

Ces chaînes d'accueil revêtent un aspect décisif dans la vie de l'orga de l'année. Les manquer, ne pas les tenir peut avoir de graves conséquences.

A l'occasion de ces chaînes puis de la rentrée qui suivra, le BN propose que chaque AGE atteigne 100% de leur chiffre d'arga de cette année au CN d'octobre. Cela marquerait un coup d'arrêt définitif à la baisse de notre orga et permettrait d'envisager l'avenir avec des perspectives plus vastes. D'autant que déjà se profilent les élections aux Crous d'avril 89.

Là encore, je précise le sens du rapport : ces chaînes d'inscription sont avant tout le siège d'une sélection féroce où le nouveau bachelier, isolé, doit apprendre à survivre. Ces chaînes, ce sont donc avant tout celles des luttes pour gagner l'inscription de tous, dans

la filière de son choix ; ce sont celles de l'accueil des étudiants ; mais placer résolument, au cœur de ces luttes, la question de l'adhésion est à ce moment-là plus qu'à aucun autre moment de l'année, un enjeu vital pour le syndicat.

L'Unef va donc un peu mieux. Il s'agit de rendre le processus irréversible. Certes, des améliorations sont à apporter au niveau du B.N. au niveau du travail des commissions de réflexion. Leur travail est partout encore trop pauvre (étudiants étrangers, Europe, mutualisme...). Je saisis l'occasion pour rappeler aux AGE que tout adhérent peut prendre une part active à ces commissions. C'est à la fois la seule façon que ces commissions vivent et un bon moyen d'intégrer des adhérents.

Mais, pour l'essentiel, notre remblée ne pourra se poursuivre que si nous sachons traduire en terme de renforcement les rassemblements dans l'action à l'initiative desquels nous sommes.

Mettre la question de l'adhésion en permanence au centre de notre action sans en faire un préalable. A ce propos, l'exemple de la Palestine est parfois éclairant : tout a été fait dans cette bataille pour que les étudiants prennent leur place au niveau où ils le désirent dans la solidarité avec ce peuple. Cela a permis l'émergence de plusieurs comités de soutien : Lyon, Rennes, Paris XIII, Jussieu. Que ceux que j'ai omis veuillent bien m'excuser. Dans le même temps, le support à nos interventions - le bulletin de vote - a permis de placer le renforcement de l'Unef dans la logique même de l'action de solidarité. Ce bulletin de vote-adhésion a été très peu utilisé. Là où il e fut à l'occasion de notre journée nationale du 23 mars, ce furent plusieurs adhésions de réalisées.

Cet exemple doit nous faire méditer à toujours mieux adapter notre matériel d'intervention (tract, pétition, etc...) à l'exigence de développer l'Unef.

-6- C'est dans ce contexte que nous pou-

vons être optimistes pour l'avenir du syndicat. C'est à ce prix que nous pourrions toujours mieux être l'

atout maître du mouvement étudiant.

00000

Réponse de Xavier Aknine à la lettre de l'AGE de Limoges

Suite à la lecture de la lettre de l'AGE de Limoges adressée aux membres du bureau national, un débat s'est instauré à la conférence sur l'appel à voter A. Lajoinie rédigé par Xavier Aknine, Président de l'Unef, quelques jours avant le premier tour des présidentielles. L'AGE de Rennes avait d'ailleurs, elle aussi, adopté une motion similaire à la lettre de l'AGE de Limoges.

Les principales préoccupations formulées par ces 2 AGE étaient le respect de l'indépendance de l'Unef qu'elles croyaient menacée avec cet appel et le regret de voir l'Unef citée à plusieurs reprises dans l'appel et se trouver ainsi associée au soutien d'un candidat. (Voir le fac-similé de l'appel publié dans l'humanité du 21 avril) Xavier AKNINE apporta la réponse suivante à toutes les questions : "Le vote aux élections est avant tout un acte individuel. Vu l'importance des élections présidentielles pour notre avenir d'étudiant, j'ai décidé d'exprimer publiquement mon soutien à André Lajoinie pour le premier tour, en tant que syndicaliste et compte tenu de mon vécu de président de l'Unef." "Je ne demande à personne de partager l'opinion personnelle que j'exprime dans l'appel et je respecte la diversité des points de vue qui existent dans

l'UNEF, sur la question des présidentielles". "Quant à ma responsabilité de président de l'Unef, elle ne m'impose ni de me taire face à une échéance aussi importante que les présidentielles ni de me cacher".

"Si j'ai cité l'Unef plusieurs fois dans l'appel, c'était pour rappeler la position prise par le CN de l'Unef sur les les présidentielles de manière à m'en démarquer et à exprimer ensuite mon point de vue personnel. L'indépendance du syndicat n'est donc pas remise en cause par mon appel".

"Je comprends que des questions aient pu se poser dans les AGE au vu de la publication de cet appel mais je désapprouve complètement les termes utilisés dans la lettre de l'AGE de Limoges : contrairement à ce que dit la lettre : les dirigeants syndicaux n'ont pas de devoir de réserve à respecter et les formules m'accusant d'avoir créé la confusion dans l'esprit des étudiants entre syndicalisme et politique partisane ou encore d'utiliser le sigle de l'Unef à des fins de politique politicienne sont complètement déplacées". "De même pour ce qui concerne l'image de marque du mouvement syndical qui se trouverait atteinte par cet appel. Celui-ci n'est ni un petit jeu, ni un faux pas

mais l'expression sincère d'un président de l'Unef qui tenait à ne pas garder secret son avis sur une question aussi décisive que celle des élections présidentielles."

N.B : voir le fac-similé de la lettre de Limoges en dernière page.

VOTES!

A l'issue de ses travaux, la conférence nationale a adopté la lettre ouverte aux étudiants de France à l'unanimité moins 3 contres, 5 abstentions et 1 refus de vote (NPPPV).

Puis elle a procédé au remplacement de deux camarades du Bureau National démissionnaires : Sylvie Larue, arrivée au terme de ses études, et Pierre Barbançay, appelé sous les drapeaux. Ont été élus membres du bureau national : Eric Marazanoff, secrétaire à l'orga de Paris I, à l'unanimité moins 2 abstentions et 3 NPPPV et Olivier Cros, président d'AGE de Limoges, à l'unanimité moins 3 NPPPV.

Enfin, le rapport introductif a été adopté moins 1 contre, 3 abstentions et 3 NPPPV ; le rapport sur l'orga a été adopté moins 1 contre, 2 abstentions et 4 NPPPV.

La discussion :

Pour la première journée de discussion, les débats sont placés sous la présidence de Fabienne Soulas

Tout d'abord, Laurent Collet de Paris X souligne "le flou de la politique universitaire actuelle" et suggère de démarrer la discussion de démarrer la discussion sur "tout ce qui va mal à l'université" de façon à pouvoir "dégager une analyse de ce qui peut avancer aujourd'hui".

Se dégage alors un vaste constat qui fait apparaître, d'une part l'ampleur des difficultés qui se multiplient pour les étudiants, et d'autre part un foisonnement d'initiatives et de lutte, parfois victorieuses, dont les différentes AGE sont à l'origine.

Ainsi, Slimane Ben-Miled de Marseille fait état d'une réforme des lers cycles en science qui signifierait la suppression de la session de septembre. Parallèlement, il souligne les initiatives prises sur les problèmes de bourses, ou d'autres actions engagées par UFR, comme celle qui a permis de gagner la gratuité des photocopies en maîtrise de maths.

A Lyon aussi, explique Françoise Rot, des pétitions ont circulé sur les bourses et les cités qui ont recueilli de nombreuses signatures. L'association de langue a mûri un projet d'échanges linguistiques, et le meeting de solidarité avec la Palestine fut un succès.

A propos de la Palestine, Sabine et Jean-Luc d'Aix-en-Provence dénoncent l'attitude de l'administration d'Aix-Marseille I qui a tout tenté "pour empêcher l'expression de la solidarité, jusqu'à arracher des drapeaux palestiniens". Pour protester, 60 étudiants ont envahi le CEVU. Jean-Luc parle, par ailleurs, de "raz-de-marée" à propos de la pétition sur la BU, signée par "plus de 90% des étudiants".

Le constat ne semble pas partagé par toutes les AGE. Stéphane de Nancy,

par exemple, a le sentiment que l'on est "trop optimiste" : les jeunes et les futurs étudiants sont indifférents à ce qui se passe", pense-t-il.

Pour Nicolas Sansu de Lille, l'indifférence n'est pas le terme adéquat. Nicolas parle plus volontier d'"une certaine illusion sur la victoire de Mitterrand et sur l'Europe" qui, pour lui, n'est pas contradictoire avec "une très grande détermination des étudiants". En éco, en 4 semaines, il y a eu une dizaine d'AGE qui ont rassemblé entre 200 et 1000 étudiants, et des grèves qui ont abouti à une "réintégration, mais sans statut" des 2 enseignants vacataires dont les contrats n'avaient pas été renouvelés.

Indiscutablement, il y a diversité des niveaux de lutte d'une AGE à l'autre ; mais ce qui domine les débats, c'est l'existence d'un fourmillement d'actions engagées au cours des deux derniers mois, tant sur les budgets d'université que sur la Palestine ou d'autres questions, conduisant Eric Marazanoff de Paris I à signaler que "l'idée progresse, selon laquelle la question clé, c'est le budget".

Plusieurs interventions soulignent ensuite que le mutualisme ne doit pas se sutuer en dehors de notre champ d'action. Cathy RAZOLA de Toulouse juge "regrettable" l'absence d'intervention de notre syndicat à l'égard des pratiques anti-démocratiques de la Mnef.

Domnique Bouillaud de Paris XIII évoque la "perspective d'une action nationale" contre ce qu'il qualifie de "manque flagrant de démocratie de la Mnef", tandis que Frédéric Geissmann estime que "la perspective est dans des actions comme celles qui ont été tenues à Toulouse (voir la coupure de presse relative à ces initiatives dans ce même numéro de Agir)".

Olivier Cros informe la Conférence que doré-et-déjà à Limoges, l'AGE

a pris des dispositions pour déposer un recours en annulation contre la section locale de la Mnef.

Xavier Aknine met en parallèle le fait que "tout a été fait pour nous empêcher de déposer des listes", tandis que "jamais l'Unef n'a eu comme cette fois de répondant aux pratiques de la Mnef". Déposons partout des recours comme à Limoges, dit-il. Xavier invite la Fagif à préparer un rassemblement en région parisienne.

Enfin, la discussion se centre autour des propositions contenues dans le rapport, concernant l'utilisation des moyens pour l'université que l'Unef revendique.

Hélène Valado de Paris I révèle que dans sa fac, autant d'argent est consacré aux 200 étudiants de la MST que pour les 2000 autres de l'UFR.

Marc Rossetti montre que nos propositions sont un atout pour être plus offensifs. "C'est maintenant que notre détermination va compter, dit-il. Dans une situation politique nouvelle, c'est là que les étudiants règlent leurs attitudes".

Marc Petit de Saint-Etienne souligne à ce propos que notre proposition des "40 milliards à prendre sur le surarmement" doit être centrale dans notre activité : elle est "rassembleuse et elle unifie toutes nos autres revendications sur les droits d'inscription et sur les taux d'encadrement".

Olivier Meier partage ce point de vue. Pour lui, il faut savoir mettre en parallèle "l'expression de nos exigences, de nos besoins, et la dénonciation des injustices, du gachis que constituent les dépenses militaires". "C'est ce parallèle qui est rassembleur", précise-t-il.

Le débat s'est ensuite engagé autour de la lettre envoyée par l'AGE de Limoges concernant la position prise par Xavier Aknine avant le premier tour des élections présidentielles. (Voir l'encadré par ailleurs)

Le dimanche 15 mai, après le rapport présenté par Marc Rossetti, la discussion s'ouvre sous la présidence d'Olivier Meier.

Après qu'à la demande de l'AGE de science-po, des précisions aient été données sur le chiffre d'orga de façon à pouvoir se fixer des objectifs précis, en relation avec la réalité, un débat s'engage sur les "adhésions utiles ou inutiles".

Marc-André Jaffeux de Paris III estime qu'il existe une différence entre les adhésions réalisées dans les luttes et celles faites au cours d'un débat.

Deux problèmes sont alors soulevés : celui de l'intégration de tous les adhérents et celui de l'élargissement de l'organisation.

Sur la première question, Juliette Lasalle de Paris I pense que "tout dépend de notre capacité à intégrer les nouveaux adhérents, quelque soit le moment où les adhésions ont été réalisées". Il convient, ajoute-t-elle, de bien préparer les chaînes et de savoir nous structurer.

A ce propos, Bruno Chaminade, de Limoges pense que c'est par un fonctionnement avancé des associations locales que l'on peut résoudre ce problème.

Quant à la deuxième question, Denis de Science-po estime qu'il nous faut mieux marquer notre indépendance à l'égard d'autres organisations. "C'est la meilleure façon de pouvoir accueillir tout le monde", dans une plus grande diversité d'opinions politiques.

Frédéric Vallat, de science-po également, précise que chaque adhérent doit avoir son mot à dire. "Evitons le mélange des genres" et réduisons l'"écart entre le discours et la pratique".

Pour cela, Valérie d'Aix pense que la première des choses à faire est de combattre la délégation de pouvoir dans l'orga, et qu'il faut savoir confier des responsabilités à tout le monde.

Eric Ponchel, de l'AGE, invite à ne pas s'écarter des enjeux : l'exigence de se défendre, donc le besoin de se rassembler. C'est comme cela aussi que se pose le problème dans les grandes écoles. En se fixant des objectifs pour s'implanter dans tous les centres, les directions d'AGE devraient prendre en compte les étudiants de grandes écoles.

Une longue discussion s'engage alors sur "l'occasion à ne pas rater" que constituent les chaînes d'accueil pour renforcer le syndicat. Il s'en dégage le besoin d'aller dès maintenant à la rencontre des lycéens, avec ou sans guide. Et un accord se profile autour de l'idée que la remise des cartes est une "étape clé" pour inscrire de nombreux camarades à la tenue des chaînes d'inscription.

A cet égard, Catherine Jouanneau de Paris I insiste pour que l'on n'ait de complexes vis à vis de personne. "Avec tous nos adhérents, même ceux que l'on n'a pas vu depuis longtemps faisons de nouveau la démonstration qu'ils ont besoin d'un outil pour se défendre".

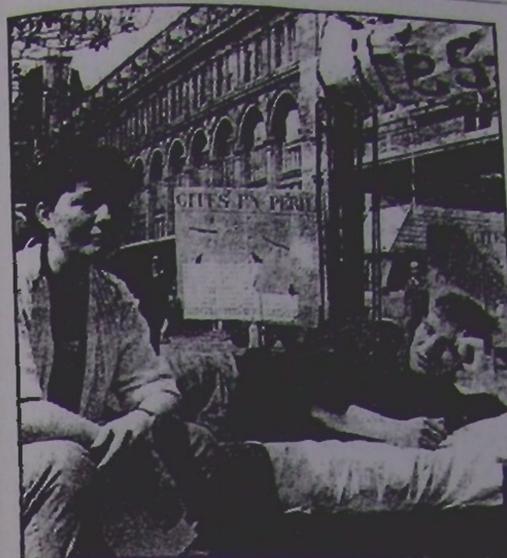
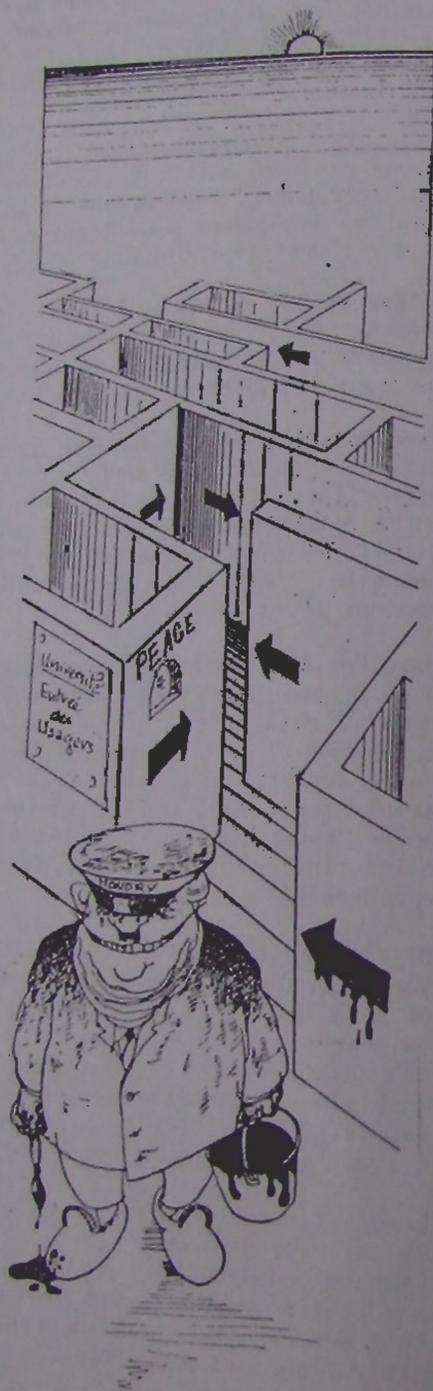
Laurent Decas de Paris XII fait état de l'édiction d'une affiche de rentrée à Créteil : s'informer, réfléchir, décider ensemble, et agir". De nombreuses autres AGE informent la conférence nationale de la parution de guides locaux.

D'une manière générale, beaucoup ont exprimé l'idée que se monter soucieux des objectifs décidés et de leur réalisation permettrait au syndicat de franchir un grand pas. D'ailleurs, les multiples exemples qui ont étayé cette discussion révèlent que que dorénavant déjà la tenue des chaînes est prévue dans de bien plus nombreux endroits que l'année passée.

Avant les conclusions de Xavier Aknine, l'AGE de Rennes donne lecture d'une motion relative aux événements de Pologne. Après un court débat qui révèle le manque d'information sur ce sujet, d'une part, et d'autre part l'inopportunité d'une telle motion dès lors que "bien d'autres situations" appelleraient des motions de réprobation, il est

décidé que le texte de la motion serait discuté dans chaque AGE. Celui-ci sera envoyé à toutes les directions d'AGE accompagné d'une circulaire du secteur Inter du bureau national.

000



(Photo V. LESAGE.)

LES ÉTUDIANTS EN COLÈRE CAMPENT GARE SAINT-LAZARE

LES étudiants des cités universitaires de Nanterre et d'Antony (Hauts-de-Seine) manquent de place ! Pour protester contre les mauvaises conditions d'hébergement, les jeunes gens se sont installés hier entre 11 heures et 14 heures dans la cour du Havre de la gare Saint-Lazare.

Reconstitution

Installant un lit, une table et dessinant l'emplacement de l'armoire sur le sol, les étudiants ont reconstitué les 9 mètres carrés de leur chambre de la « cité U ».

Ils ont rappelé que si le nombre total des étudiants avait augmenté de 20 % entre 1977 et 1987, celui des chambres universitaires n'avait crû que de 3 %. On compte 100 000 chambres pour 1 000 000 d'étudiants.

Il est de plus en plus difficile pour eux de trouver à se loger : une demande sur quatre seulement peut être acceptée. Ils protestent également contre le nombre trop élevé de chambres insalubres et exigent la construction de nouvelles cités universitaires ainsi que la rénovation des anciennes.

Le Parisien (5/5/88)

XAVIER AKNINE

Président de l'Union nationale des étudiants de France.

Il y a un an, les étudiants sont descendus dans la rue par centaines de milliers contre les fric-facs, contre la casse des diplômes nationaux, pour la liberté de tout bachelier de s'inscrire à l'université, pour la gratuité de l'enseignement supérieur et pour l'égalité entre étudiants français et étrangers. Il est essentiel à la veille de l'élection présidentielle de recentrer le débat sur le moyen de satisfaire les revendications de ce mouvement auquel l'UNEF a pris part.



Xavier Aknine

Or, aujourd'hui, le gouvernement opère un vaste remodelage de l'université, pour l'adapter au plus vite aux exigences du patronat français en réhabilitant Devaquet et son projet et même en proposant d'aller plus loin sur la voie de l'élitisme et de la sélection sociale.

Force est de constater qu'il existe un consensus entre Schwarz, Lesourne et Valade dans lequel s'inscrit François Mitterrand, qui va à l'encontre des revendications et des luttes que les étudiants ont menées.

Il s'agit donc le 24 avril de voter dans le sens de nos luttes de l'hiver 1986. C'était le sens de la déclaration du Collectif national de l'UNEF du 6 mars 1988.

A quelques jours du premier tour, je constate qu'il n'y a qu'un seul candidat porteur de l'ensemble des revendications du mouvement étudiant et qui dise clairement où prendre l'argent pour assurer la justice sociale et une formation de qualité à tout bachelier : c'est André Lajoinie avec sa proposition de prélever 40 milliards de francs sur le budget de l'armement pour les transférer à l'Éducation nationale.

C'est pourquoi j'appelle à voter pour lui au premier tour, le 24 avril.

L'Huma (21/4/88)

MUTUELLEMENT VOTRE

Décidément, il n'y a pas de citadelle imprenable. Même la mutuelle étudiante n'est plus protégée par son histoire, dès lors qu'elle déroge à sa vocation d'entraide et de solidarité pour s'ancre sur les dogmes de la rentabilité financière.

En ce mois d'avril, les oies du Capitole n'en revenaient pas de voir ces dizaines d'étudiants, armés de colère, syndiqués à l'AGET-UNEF ou non, traverser d'un pas décidé la ville rose pour aller occuper les locaux de la MNEF. L'étincelle qui mit le feu aux poudres, c'est le licenciement d'une employée de bureau de Toulouse. Mais des raisons de protester, il y en avait. A commencer par l'instauration l'année dernière de cotisations multiples grâce auxquelles vous serez plus ou moins bien soignés, selon que vous serez plus ou moins riches. La délégation a également saisi l'occasion pour dénoncer le fonctionnement anti-démocratique de la gestion de la mutuelle, ainsi que vient de l'attester le renouvellement des directions locales effectué dans une quasi-clandestinité.

Le sang bouillant des uns a fait palir la force des autres, qui ont décrété ipso-facto démissionnaire le Conseil d'Administration, se débarrassant du même coup d'une représentation étudiante jugée par trop encombrante. Comme on le voit, à la MNEF, les choses se déroulent dans la transparence...

En tout cas, il semble bien qu'un sursis a été arraché quant au licenciement de la jeune employée, et les choses ne s'arrêtent pas là.

Clarte (6/88)



LA MASSE DES COLLÉS

Idée

ou l'échec d'un système destiné à broyer les étudiants ...

70% d'échec au DEUG. 1 étudiant sur 2 qui quitte la fac sans diplôme. Les chiffres parlent d'eux-mêmes...

Ces chiffres traduisent l'ampleur du gachis humain produit par l'Université. qui apparaît d'abord comme une machine à sélectionner.

A qui la faute ? Aux structures, aux profs, aux étudiants fainéants et incapables, aux conditions d'études, aux lacunes du secondaire, ou tout simplement la faute à... la crise ?

Un certain Monsieur Lesourne a feint de découvrir l'ampleur du désastre et s'est inquiété du coût de ces années perdues pour des dizaines de milliers de jeunes. Il a immédiatement désigné les coupables en leur donnant un nom : "les inaptes" qui entraveraient la réussite des autres étudiants.

Bien sûr, M. Lesourne évoque le manque de moyens de l'Université pour être complet dans son enquête mais c'est aussitôt pour dire que les formations les plus performantes sont celles qui sont aidées par le privé et qui offrent des débouchés immédiats sur le marché de l'emploi.

Vous avez compris : M. Lesourne est tout à fait favorable à la privatisation des universités.

Il est pourtant un constat incontournable : la France, avec un budget de l'enseignement supérieur représentant 0,43% du PIB, est à la queue des pays européens en matière d'investissement dans l'Université. Le taux d'encadrement de un prof pour 23 étudiants est lui aussi beaucoup plus faible que chez nos voisins (1 pour 9 en RFA, 1 pour 16 au Japon...).

D'année en année, les suppressions de postes d'enseignant et de personnels ATOS se multiplient, les crédits affectés aux œuvres sociales sont de plus en plus réduits. Ce

sont ces chiffres qui produisent le massacre et l'échec à l'Université.

Ils sont la conséquence d'une politique de désengagement financier de l'Etat dans l'enseignement supérieur à l'heure où des milliards sont engloutis dans le surarmement.

Dans la continuité du mouvement étudiant de cet hiver, il faut faire sauter ce paradoxe révoltant : pour relever les défis de l'an 2000, la France a besoin de plus de diplômés de l'enseignement supérieur. Cela nécessite donc d'augmenter immédiatement les crédits alloués aux universités.

L'UNEF revendique :

1) le vote immédiat d'un collectif budgétaire de 40 milliards de francs pris sur le budget du surarmement pour répondre aux besoins les plus urgents des universités.

2) l'augmentation du budget de l'enseignement supérieur jusqu'à 1% du PIB.

C'est la seule façon efficace de s'attaquer aux causes de l'échec car cela permettra d'élever le taux d'encadrement, de créer des cours de soutien, de renforcer l'aide en inscription en 1er cycle quand on sait qu'un bachelier sur deux s'inscrit dans une filière ne correspondant ni à ses motivations ni à sa formation initiale.

C'est la seule condition pour construire de nouvelles universités dans nombre de villes moyennes.

C'est la seule solution également pour élargir l'accès à l'Université à toutes les couches de la population. Aujourd'hui, c'est une urgence pour la justice sociale quand on

sait que, dans les amphithéâtres, on trouve 23% de fils d'ouvriers, d'employés et de personnels de service, alors qu'ils représentent 40% de la population, et 40% de fils de cadres supérieurs alors qu'ils ne représentent que 15% de la population.

Par conséquent, augmenter le nombre d'étudiants passe forcément par la revalorisation des mesures d'aide sociale pour permettre aux plus défavorisés de suivre des études supérieures.

L'UNEF revendique :

- 1) Le doublement du nombre et du taux des bourses.
- 2) Le rétablissement de la subvention de l'Etat à la sécurité sociale étudiante supprimée par Chevènement en 85.
- 3) La construction de nouvelles

cités universitaires, et la rénovation de toutes les cités existantes.

Nous ne céderons pas sur ces revendications car elles sont les seules capables de résoudre les difficultés vécues par des milliers d'étudiants. La revendication du collectif budgétaire avance puisqu'elle a été reprise par nombre de conseils d'université et par la conférence des présidents d'université.

Hitterrand parle de 15 milliards de francs pour l'éducation. C'est, comme on dit, "soigner avec du mercurochrome une jambe de bois".

Mettons-le, fac par fac, au pied du mur.

Nous ne serons pas les laissés pour compte de la pénurie, ni les recalés du marasme ambiant.

Xavier Aknine,
Président de l'UNEF

L'U.N.E.F.-S.E. ^{DOCT} FRANCE ^{AFFAIRES}
Un collectif de 40 milliards

L'UNEF (Solidarité étudiante) réclame, pour la fonction en général, un collectif budgétaire immédiat de 40 milliards de francs et, pour l'enseignement supérieur plus spécifiquement, un doublement annuel de son budget sur cinq ans au moins.

Ces revendications ont été élaborées le week-end dernier par la Conférence nationale (réunion des responsables) de l'organisation réunie à Paris. Elles apparaissent considérables au regard des 15 milliards supplémentaires que le gouvernement voulait consacrer à l'Éducation dans son ensemble d'ici à 1992.

« Notre rôle, dit Xavier Aknine, président de l'UNEF, n'est pas de nous accommoder de quelques moyens octroyés, mais de réclamer les moyens nécessaires. »

Il ajoute : « Le taux d'encadrement des étudiants n'est pas suffisant : un enseignant pour vingt-trois, contre un pour neuf en Allemagne. Il faut également doubler le

nombre d'étudiants, ce qui implique des constructions nouvelles d'universités, de cités, de restaurants universitaires, un doublement du nombre et des taux des bourses, et une suppression des droits d'inscription. »

« Sans beaucoup d'illusions » vis-à-vis du nouveau gouvernement et regrettant qu'il ne comporte pas de secrétaire d'État aux Universités, l'UNEF demande cependant au pouvoir actuel de « faire un choix inverse de celui du précédent : celui du réinvestissement de l'État dans la formation de la jeunesse. » Elle ajoute : « Seule, la détermination des étudiants permettra d'obtenir satisfaction. » Et aussi : « Ce n'est ni de la provocation ni de la surenchère, mais l'affirmation d'une nécessité. »

Ouest-France
(17/5/88)

OSER LE REZO

Zéro armes nucléaires en l'an 2000, a été la base, il y a trois ans, de la création du mouvement Zéro. Mouvement pacifiste, cette organisation regroupe des jeunes, des hommes et des femmes soucieux d'écarter le péril nucléaire, mais aussi de consacrer l'argent à des oeuvres de vie et non à des engins de mort. Le mouvement souligne qu'à l'heure où le nombre de chômeurs croît, où l'on ouvre des restaurants du cœur et où des gens n'ont pas les moyens de se soigner, la France décide d'accroître ses dépenses militaires et son potentiel d'armement nucléaire. La loi de programmation militaire de 500 milliards de francs relève de choix, que les mouvements pacifistes contestent. Les étudiants et lycéens ont été sensibles à cette question, et l'ont fait savoir par leurs ...

... slogans dans les manifestations contre le budget de misère pour 88 : "des amphes, pas des bombes". Ces revendications, cette prise de conscience naissante révèlent que les propositions de désarmement perçues au moment du premier traité de liquidation d'armes nucléaires, se frayent un chemin dans le milieu étudiant. La proposition d'un report de 40 milliards du budget de la guerre sur l'éducation nationale, apparaît comme une ressource financière à même de résoudre en partie le manque de moyens à l'université. Dès lors, la bataille du mouvement Zéro, s'intègre complètement dans les luttes que l'Union Nationale développe sur la revendication du réengagement de l'Etat dans l'enseignement et d'une loi de programmation budgétaire.

Les premières initiatives communes de l'UNEF et du mouvement Zéro se sont révélées des succès : des réseaux Zéro ont été créés à Paris VI (Jussieu), Paris I (Tolbiac), Paris III (Censier) et Paris X (Nanterre). L'UNEF a contribué à la création de ces réseaux par ses militants, sans que cela porte défaut à l'activité des différentes AGE. Les questions de désarmement et de report des dépenses militaires de surarmement sont des bases de lutte prépondérantes pour le mouvement étudiant. Il nous appartient de rompre la logique de la course aux armements, notamment quand celle-ci concourt à stocker des armes biologiques, chimiques, à neutrons qui ne rentrent plus dans le concept de dissuasion mais dans la perspective de rendre réelle une menace nucléaire de..

... faible intensité. L'Union Nationale des Etudiants de France souhaite prendre toute sa place dans le mouvement pacifiste et contribuer à l'élargissement de son audace. Au lendemain du sommet Gorbatchev-Reagan à Moscou, cette bataille voit sa dimension grandir. Le mouvement Zéro est prêt à établir tout contact avec les AGE de battre sur les questions de paix et désarmement. Samedi 28 mai, le mouvement Zéro a organisé un festival anti-N à Romainville, un festival axé sur la paix, l'amitié entre les peuples et pour un monde débarrassé du péril nucléaire. L'UNEF compte bien contribuer aux succès à venir des initiatives du mouvement Zéro.

Eric Laffon,
Commission paix et désarmement du B.N

OFFENSIFS

point-de-vue

Une stratégie, une expérience, une organisation,
et des propositions,
quatre piliers solides pour avancer

En définissant avec précision lors du Congrès de Saint-Etienne une stratégie de rassemblement, en mettant l'accent sur l'urgence des luttes qu'appelle le remodelage de l'université auquel oeuvrent le pouvoir et le patronat, et en tirant notre inspiration de l'expérience du mouvement de novembre-décembre 86, il s'agissait pour l'UNEF de se donner une ligne offensive destinée à élever la riposte et l'expression du mécontentement des étudiants au niveau requis par la puissance des attaques portées au système universitaire.

C'est dans cette période que se développait un important mouvement contre le budget de l'enseignement supérieur, qui, parti des difficultés concrètes et locales de la rentrée, recouvrait néanmoins une vaste caractéristique nationale.

Depuis, la Conférence Nationale des bureaux d'AGE et d'associations l'a montré, on assiste à un foisonnement d'initiatives et d'actions, dont l'ampleur est diverse, qui demeurent axées sur la revendication d'un collectif budgétaire - donc sur la question vitale des moyens financiers alloués à l'Université.

La question qui nous est posée à ce stade c'est tout à la fois de permettre une multiplication et un développement quantitatif de ces luttes, et de favoriser la convergence de ces luttes autour de revendications claires.

l'utilisation des moyens

La conférence nationale des 14 et 15 mai a permis d'avancer dans cette voie.

- D'abord, elle nous a permis de devenir beaucoup plus explicite sur l'utilisation des moyens que l'on réclame : un collectif budgétaire, ce n'est pas pour financer la sélection, les filières élitistes, les projets européens. Aujourd'hui, autant les moyens sont nécessaires, autant ils doivent servir à satisfaire les zéro francs de droits d'inscription, le doublement du nombre et du taux des bourses, le doublement des taux d'encadrement, la construction de nouvelles cités universitaires.

(Voir plus haut, l'article de Xavier Aknine : "La masse des collés ou l'échec d'un système...")

A chaque moment, ces revendications peuvent se trouver au coeur de notre pratique syndicale. Elles correspondent à des exigences individuelles pour un grand nombre d'étudiants. Elles sont une exigence nationale pour démultiplier le nombre d'étudiants. A ce titre, elles sont rassembleuses : elles n'ont pas vocation à être la propriété du syndicat, elles ont vocation à s'offrir à tout le mouvement étudiant.

- La Conférence nous a aussi permis de donner le pendant à ces revendications : le gachis que constituent les milliards de francs engloutis chaque année dans la course aux armements. La revendication de 40 milliards à substituer à ce gachis est de nature à aider considérablement notre pratique de rassemblement.

quand les jeunes se rassemblent

En effet, les jeunes tucistes se

rassemblent pour occuper les ANPE lorsque, parallèlement à leur exigence d'un vrai emploi, ils mettent le doigt sur l'injustice que représente le remboursement de l'emprunt Giscard.

Les jeunes anti-racistes se mettent en mouvement lorsqu'ils surpassent l'indignation simple devant l'apartheid pour dénoncer les liens économiques et politiques qui lient la France à l'Afrique du Sud.

De la même façon, exiger que les 40 milliards du surarmement soient consacrés à l'éducation, c'est donner de la force aux revendications des étudiants, c'est permettre un développement de leurs luttes.

Et mesurons bien que nous identifier comme organisation syndicale aux "40 milliards" c'est créer les conditions de convergences nouvelles en vue d'une appropriation de cette proposition par tout le mouvement étudiant.

Nous en avons besoin pour notre pratique syndicale.

En outre, l'expérience a montré que c'est en sachant être offensifs sur des revendications concises, claires, en sachant les mettre au coeur de chacune de nos initiatives, que le mouvement étudiant s'en saisit pour les porter beaucoup plus loin.

Souvenons-nous du "réinvestissement financier de l'Etat" qui, jusqu'en novembre-décembre 87 était la revendication de notre seul syndicat.

Olivier Meier,
Secrétaire National

AMITIÉ

Cet été, à l'invitation de la F.D.J (de R.D.A), les étudiants de France sont invités à participer à une brigade d'amitié en Allemagne Démocratique. Le séjour, qui s'étale sur trois semaines, comprend deux semaines d'activité parmi de jeunes allemands, dans des travaux d'utilité publique, puis une semaine de va-

cances et de loisirs. La brigade est rémunérée (de quoi se restaurer et séjourner dans de bonnes conditions). A la charge des volontaires, reste le trajet jusqu'en RDA (pas très cher en train). Ceux qui sont désireux de participer sont invités à se faire connaître rapidement auprès du secteur inter du BN.

du pain sur la planche

La 7ème Commission préparatoire du XIIIème meeting européen a eu lieu à Budapest le 18 mai 88. Lors de cette rencontre l'association des étudiants polonais (ZSP) a proposé aux unions nationales présentes les dates des 29 au 30 octobre pour la tenue du prochain meeting européen. Le lieu proposé est Gdansk. Ce XIIIème M.E marquera les 30 ans du processus qui a amené les différentes unions nationales d'Europe, tant de l'ouest que de l'est, à coopérer sur le terrain de la paix et du désarmement, des droits des étudiants de la solidarité. Il est certain que ce cadre de travail créé à l'initiative du ZSP et de l'Unef a beaucoup évolué en 30 ans. On est passé

du simple échange d'information à une recherche commune de tout ce qui doit changer dans les universités et pour la première fois on parle de résultats plus concrets, de prolonger donc notre réflexion par des initiatives débouchant sur des résultats tangibles. Cette nouvelle demande se présente à nous comme un nouveau défi. Car une action efficace nécessite des objectifs clairs, permettant le rassemblement et la mobilisation des étudiants pour peser réellement dans la solution des problèmes que nos sociétés affrontent aujourd'hui, pour montrer notre solidarité avec les peuples qui luttent pour leur libération. Il y a du pain sur la planche pour l'Unef, nos expériences et propositions pèseront pour beaucoup dans la direction que les Meetings Européens futurs auront à prendre.

La lettre de l'AGE de LIMOGES

(lire la réponse de Xavier Aknine en page 20)

Association Générale des Étudiants de Limoges
Union Nationale des Étudiants de France
AGEL - UNEF
Lycée Intercommunal de la Borie
Boite Postale 602 - 87011 Limoges cedex
Tel (05) 50 01 86 - 74 10 62

Limoges, le 4 mai 1988

A Xavier AKNINE, Président
et aux membres du Bureau National de l'UNEF

Chers camarades,

Nous sommes entrés depuis plusieurs semaines dans une période délicate pour la vie d'un syndicat. En période électorale, plus encore qu'à l'accoutumée, les vieux démons de l'engagement politique guettent le syndicaliste au tournant. Quel de plus naturel en apparence ? S'intéresser au sort de nos assemblées, construire un projet pour l'Université, pour le pays, n'est-ce pas aussi participer aux affaires de la cité, agir en citoyen, donc "faire de la politique" ? C'est ainsi que les syndicats peuvent trouver leur place dans le grand débat national qui est engagé. Leur devoir peut être de questionner les différents candidats sur leurs propositions, afin d'en informer précisément le "public auquel ils s'adressent, mais en aucun cas, sous de manière déguisée de choisir tel ou tel. Ne l'oublions pas, le terrain du syndicalisme et celui de la politique partisane, doivent demeurer rigoureusement séparés en toute circonstance. Les dirigeants syndicaux ont en outre un devoir de réserve à respecter. C'est dans ce sens que le C.N. de l'UNEF des 5 et 6 mars, et l'A.G. de l'AGEL-UNEF du 16 février se sont prononcés, conformément à la tradition du syndicalisme français. Or, en signant dans "l'Humanité" du 21 avril, la qualité de Président de l'UNEF, un appel à voter André Lajoinie, et en citant à plusieurs reprises notre syndicat dans le texte de son appel, Xavier Aknine engage l'UNEF dans sa globalité. C'est pourquoi nous nous adressons à toi, Xavier, et à l'ensemble des membres du Bureau National, pour demander des explications : - quant à la conformité de ces propos à l'esprit et à la lettre du C.N. des 5 et 6 mars. - quant au respect de l'indépendance syndicale. - et enfin, quant à l'opportunité pour le Président de l'UNEF de créer ainsi la confusion dans l'esprit des étudiants entre syndicalisme et politique partisane.

En tout état de cause, en tant qu'étudiants syndiqués, attachés à l'indépendance de notre syndicat, nous ne pouvons accepter de voir l'UNEF associée au soutien d'un candidat quel qu'il soit, et son sigle prestigieux, vieux de 60 ans, utilisé à des fins "politiques". Laissons ce genre de déviations à nos "camarades" dirigeants de l'UNEF-ID pour qui l'action syndicale n'est qu'un tremplin vers une carrière politique. En fin de compte, personne ne sera gagnant à ce petit jeu. Ce "faux pas" ne manquera pas d'être exploité par nos adversaires. Mais au delà c'est l'image de marque du mouvement syndical étudiant dans son ensemble qui se trouve atteinte. "Il n'y a qu'une seule condition pour entrer à l'UNEF, c'est d'être étudiant" rappelait Xavier lors de notre 72^e Congrès, en Novembre dernier. Devra-t-on y rajouter aujourd'hui : "...et constater qu'il n'y a qu'un seul candidat porteur de l'ensemble des revendications du mouvement étudiant, qui dise clairement où prendre l'argent pour assurer la justice sociale et une formation de qualité à tout bachelier..." (comme notre Président le déclare dans le journal précité).

Nous demandons en outre, la publication de cette lettre dans le prochain numéro de "AGEL". Sans l'attente d'une réponse précise, nous vous prions de croire, chers camarades, en l'expression de nos sentiments fraternels.

Les membres du bureau de l'AGEL de Limoges

D. CHOU
Président
E. CHAMINADE
M. GRATIEN
F. BLANCHARD
Secrétaire

Cette lettre a été adoptée par le Bureau de l'AGEL, le 4 mai 1988, conformément à l'avis exprimé à l'unanimité des membres présents (moins deux abstentions) par l'A.G. du 25/04/88

... à l'initiative
du ZSP et de l'Unef a
beaucoup évolué en
10 ans. On est passé

pour beaucoup dans
la direction que les
Meetings Européens
futurs auront à prendre.

Association Générale des Etudiants de Limoges
Union Nationale des Etudiants de France

AGEL - UNEF

Domaine Universitaire de la Borie
Boite Postale 602 - 87013 Limoges cedex

Tel (55) 50.01.86 - 79.10.62

Limoges, le 4 mai 1988

A Xavier AKNINE, Président
et aux membres du Bureau National de l'UNEF

Chers camarades,

Nous sommes entrés depuis plusieurs semaines dans une période délicate pour la vie d'un syndicat.

En période électorale, plus encore qu'à l'accoutumée, les vieux démons de l'engagement politique guettent le syndicaliste au tournant.

Quoi de plus naturel en apparence ? S'intéresser au sort de ses semblables, construire un projet pour l'Université, pour le pays, n'est-ce pas aussi participer aux affaires de la cité, agir en citoyen, donc "faire de la politique" ?

C'est ainsi que les syndicats peuvent trouver leur place dans le grand débat national qui est engagé. Leur devoir peut être de questionner les différents candidats sur leurs propositions, afin d'en informer précisément le "public" auquel ils s'adressent, mais en aucun cas, même de manière déguisée de choisir tel ou tel.

Ne l'oublions pas, le terrain du syndicalisme et celui de la politique partisane, doivent demeurer rigoureusement séparés en toute circonstance. Les dirigeants syndicaux ont en outre un devoir de réserve à respecter.

C'est dans ce sens que le C.N. de l'UNEF des 5 et 6 mars, et l'A.G. de l'AGEL-UNEF du 16 février se sont prononcés, conformément à la tradition du syndicalisme français.

Or, en signant dans "L'Humanité" du 21 avril, en qualité de Président de l'UNEF, un appel à voter André Lajoinie, et en citant à plusieurs reprises notre syndicat dans le texte de son appel, Xavier Aknine engage l'UNEF dans sa globalité.

C'est pourquoi nous nous adressons à toi, Xavier, et à l'ensemble des membres du Bureau National, pour demander des explications :

- quant à la conformité de ces propos à l'esprit et à la lettre du C.N. des 5 et 6 mars.

- quant au respect de l'indépendance syndicale.

- et enfin, quant à l'opportunité pour le Président de l'UNEF de créer ainsi la confusion dans l'esprit des étudiants entre syndicalisme et politique partisane.

En tout état de cause, en tant qu'étudiants syndiqués, attachés à l'indépendance de notre syndicat, nous ne pouvons accepter de voir l'UNEF associée au soutien d'un candidat quel qu'il soit, et son sigle prestigieux, vieux de 80 ans, utilisé à des fins "politiciennes".

Laissons ce genre de déviations à nos "camarades" dirigeants de l'UNEF-ID pour qui l'action syndicale n'est qu'un tremplin vers une carrière politique.

En fin de compte, personne ne sera gagnant à ce petit jeu. Ce "faux pas" ne manquera pas d'être exploité par nos adversaires. Mais au delà c'est l'image de marque du mouvement syndical étudiant dans son ensemble qui se trouve atteinte.

"Il n'y a qu'une seule condition pour entrer à l'UNEF, c'est d'être étudiant" rappelait Xavier lors de notre 72^e Congrès, en Novembre dernier. Devra-t-on y rajouter aujourd'hui : "...et constater qu'il n'y a qu'un seul candidat porteur de l'ensemble des revendications du mouvement étudiant, qui dise clairement où prendre l'argent pour assurer la justice sociale et une formation de qualité à tout bachelier..." (comme notre Président le déclare dans le journal précité).
.../...

Nous demandons en outre, la publication de cette lettre dans le prochain numéro de "AGIR".

Dans l'attente d'une réponse précise, nous vous prions de croire, chers camarades, en l'expression de nos sentiments fraternels.

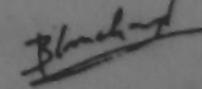
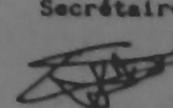
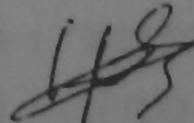
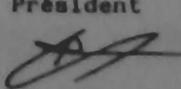
Les membres du bureau de l'A.G.E. de Limoges

O. CROS
Président

B. CHAMINADE

M. GRATIEN
Secrétaire

P. BLANCHARD



-- Cette lettre a été adoptée par le Bureau de l'AGEL, le 4 mai 1988, conformément à l'avis exprimé à l'unanimité des membres présents (moins deux abstentions) par l'A.G. du 25/04/88 --